

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

NUMÉRO SPÉCIAL

LES JOURNÉES DE JUILLET

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

n° 41 – 11 août 2025

Brigades éditoriales de solidarité

Les Brigades éditoriales de solidarité ont été créées au lendemain de l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine. Elles regroupent les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari (Italie), les revues New Politics (New York), Les Utopiques (Paris) et ContreTemps (Paris), les sites À l'encontre (Lausanne), Europe solidaire sans frontières (Paris), Trasversales (Madrid) et Presse-toi à gauche (Québec), les blogs Entre les lignes entre les mots (Paris) et Utopia Rossa, ainsi que le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

À l'encontre : <https://alencontre.org>

Centre Tricontinental : www.cetri.be

ContreTemps : lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2 : <https://alencontre.org>

Éditions Spartacus : www.syllepse.net/cahiers-spartacus-_r_88_va_1.html

Éditions Syllepse : www.syllepse.net

Massari Editore, www.massarieditore.it

Entre les lignes, entre les mots : <https://entreleslignesentrelismots.wordpress.com>

Europe solidaire sans frontières : www.europe-solidaire.org

Les Utopiques : lesutopiques.org

M Éditeur : <https://m-editeur.info>

New Politics : newpol.org

Presse-toi à gauche ! : www.pressegauche.org

Réseau syndical international de solidarité et de luttes : laboursolidarity.org

Trasversales : www.trasversales.net

Utopia Rossa : <http://utopiarossa.blogspot.com>



ÉDITIONS SYLLEPSE
69, RUE DES RIGOLES, 75020 PARIS

ISBN: 979-10-399-0326-4

Illustration de couverture: photo de l'Atelier féministe (Lviv).

Les images des pancartes sont des détails des photos publiées dans ce numéro.

Contre la corruption, la société ukrainienne descend dans la rue !

Nico Dix¹

Pour la première fois depuis le début de l'invasion à grande échelle par la Russie en février 2022, l'Ukraine a vu une partie de sa population descendre dans la rue et exprimer sa colère vis-à-vis de sa classe politique et en particulier de son président Volodymyr Zelensky, qui était resté jusque-là plutôt populaire.

Les 22, 23, 24 et 25 juillet, malgré une loi martiale interdisant les manifestations, des milliers de personnes se sont réunies dans plusieurs villes du pays, dans la capitale de Kyiv mais aussi dans des villes comme Sumy ou Kharkiv qui continuent de subir bombardements et tirs de missiles quotidiennement, de nuit comme de jour.

Une loi qui réduit l'indépendance de la lutte anticorruption

La raison de ces manifestations spontanées ? La loi n° 12414 votée le 22 juillet, qui, grâce à des amendements introduits en toute dernière minute, endommagerait sérieusement dix

1. Nico Dix est membre du Nouveau Parti anticapitaliste et du Comité français du Réseau de solidarité avec l'Ukraine. Il est actuellement en Ukraine. Cet article a été publié dans [L'Anticapitaliste](#), le 27 juillet 2025. Qu'il soit ici remercié de nous avoir autorisés à publier cet article et les photos qui l'accompagnent.

années de lutte contre la corruption. Ces amendements visent à réduire l'indépendance du bureau national anticorruption (NABU) et du parquet spécialisé dans la lutte contre la corruption (SAP), en les mettant sous le contrôle du procureur général, directement nommé par le bureau du Président. Ces deux institutions avaient été créées en 2014 suite à la révolution de Maïdan pour répondre aux aspirations démocratiques de la population.

Cette nouvelle loi a confirmé les vives inquiétudes de ces dernières semaines qui ont vu plusieurs fonctionnaires de ces deux institutions être visés par des procédures judiciaires, dont Vitaliy Shabunin, le célèbre cofondateur du NABU, accusé de s'être soustrait à ses obligations militaires. Engagé volontairement dans l'armée depuis février 2022, il en avait été détaché pour des missions au sein du NABU. L'activiste dénonce des accusations fallacieuses et des motivations politiques derrière cette procédure.

Ce 22 juillet, jour du vote de la loi, l'indignation a donc été immédiate au sein de la société civile et de la classe politique, y compris dans



Kyiv © NPA-L'anticapitaliste

le camp présidentiel. Quelques heures après le vote de la loi, des manifestations spontanées, sous la forme de rassemblements, ont eu lieu pour appeler Zelensky à mettre son veto.

Des mobilisations chaotiques mais réjouissantes

Ces rassemblements n'affichent aucune couleur politique particulière, même si quelques organisations telles que l'organisation politique Sotsialnyi Rukh ou le syndicat étudiant Priama Diia ne cachent pas leur participation, et certains manifestants arborent sur leurs vêtements ou sur leurs pancartes le symbole A de l'anarchie. Ce mercredi 24 juillet à Kyiv, devant le théâtre Ivan Franko, où avait lieu le rassemblement, à quelques pas des bureaux présidentiels, sous l'œil de la « dialogue police¹ », un manifestant a escaladé une statue pour y faire flotter le drapeau noir.

Malgré la présence d'étudiant-es venues avec des mégaphones, il n'y a ni prises de parole, ni discours et personne ne mène ce rassemblement. Entre slogans dénonçant la corruption et salves d'applaudissements, les manifestant-es entonnent régulièrement l'hymne ukrainien.

«Ces mobilisations sont chaotiques par nature, explique Vitaliy Dudin, membre de Sotsialnyi Rukh, les gens n'ont plus d'expérience de manifestations de masse depuis plus de trois ans. Les partis politiques n'ont pas d'influence

1. La « dialogue police » sont des agents de police présents sur les rassemblements sans armes ni protections et qui font un travail de médiation entre les manifestant-es lorsque des tensions surgissent.



Kyiv (© NPA-Lanticapitaliste)



Kyiv (© NPA-Lanticapitaliste)



Kyiv (© NPA-Lanticapitaliste)



sur ce mouvement. Du moins pas encore.» Denys Pilash, politiste et aussi membre de Sotsialnyi Rukh nous explique que ces manifestations sont spontanées, qu'on ne «sait pas qui en sont les organisateurs mais qu'il est entendu de manière tacite que personne n'affiche son appartenance organisationnelle et politique».

Concernant les suites de cette mobilisation, Vitaliy est optimiste : «On peut s'y faire de nouveaux amis. On voit dans ces manifestations combien la demande de justice sociale est profonde.»

Vitaliy est avocat du droit du travail et défend de nombreuses organisations syndicales et travailleurs et travailleuses :

On m'appelle de plus en plus souvent pour aider les gens à obtenir leur dû. Les gens commencent à comprendre qu'ils ont des droits et qu'ils peuvent les réclamer et se défendre.

S'il se réjouit de cette prise de conscience, il sait que cette mobilisation ne permettra pas un changement profond :

La conscience politique de ces manifestant-es est encore jeune. Les gens sont influencés par les idéaux démocratiques du libéralisme. Ils veulent vivre dans une société démocratique et débarrassée de la corruption mais ont du mal à voir que tout ça est lié au système lui-même.

Au lendemain de ces mobilisations, face à un petit auditoire de travailleuses du rail, de la santé et du service public, dans les locaux de Sotsialnyi Rukh, il affirme :

Nous voyons les racines des inégalités dans le système capitaliste et des affaires, ce qui se traduit toujours par la concentration des richesses entre les mains de quelques-uns. C'est ce qui favorise la corruption et diverses formes d'injustice.

La guerre en toile de fond

Malgré ces mobilisations populaires et inattendues et en dépit des protestations émises par ses partenaires européens, dont la France, qui pointent du doigt un recul démocratique, Zelensky a signé cette loi n° 12414 dans la soirée



Kyiv (© NPA-L'anticapitaliste)



Kyiv (© NPA-L'anticapitaliste)

du 22 juillet, prétextant qu'il s'agissait de lutter contre l'influence russe au sein des instances de lutte contre la corruption. Une explication refusée par beaucoup de gens qui y voient une instrumentalisation de l'agression russe.

Cet événement politique majeur a ceci de particulier qu'il lie directement la vie politique intérieure du pays à la résistance militaire contre l'invasion russe.

Depuis le début de la guerre, plusieurs scandales de corruption ont entaché la classe politique. Alors que le niveau de vie a drastiquement baissé et que des milliers d'Ukrainien·nes perdent la vie sur les lignes de front, il est particulièrement insupportable pour la population de voir certains dirigeants et chefs d'entreprise s'enrichir grâce à des commissions et des surfacturations encaissées sur des dépenses militaires.

Vitaliy Shabunin l'a d'ailleurs rappelé il y a quelques jours dans un entretien exclusif accordé au *Kyiv Independent*: «La corruption tue plus en temps de guerre qu'en temps de paix.», expliquant qu'acheter de la nourriture ou de l'équipement «pour l'armée à des prix gonflés, cela veut dire que l'armée en obtient moins. Ce qui réduit nos chances de gagner».

Parmi les manifestant·es, beaucoup ont perdu des proches dans cette guerre. Iels dénoncent une trahison des engagements de leurs mort·es et de celles et ceux qui continuent de se battre pour défendre une Ukraine libre et démocratique. Des militaires sont d'ailleurs présent·es à ces rassemblements. Le jeudi 24 juillet, à la fin de la manifestation, des militaires en uniforme ont fait irruption dans le rassemblement

en craquant des fumigènes rouges alors que la sirène prévenant une potentielle attaque retentissait dans tout Kyiv.

Les manifestant·es ont quitté le rassemblement et se sont dispersé·es avant l'entrée en vigueur du couvre-feu. On pouvait entendre résonner dans les rues «gloire à l'Ukraine, gloire aux héros!» comme pour rendre hommage d'un même tenant à la détermination de la population et à sa partie qui a pris les armes pour défendre le pays contre l'invasion russe.

Le désir de victoire contre la Russie et la volonté de mettre fin à cette guerre sont des sentiments partagés par toute la population. Face à l'agression par un régime autoritaire et dictatorial, le gouvernement ukrainien s'est toujours présenté en défenseur de la démocratie pour s'assurer le soutien des démocraties occidentales. L'incompréhension est donc immense pour toutes et tous qui scandent en chœur «l'Ukraine n'est pas la Russie!» lors de ces rassemblements.



Kyiv © NPA-L'anticapitaliste



Alors que les attaques meurtrières et destructrices se sont intensifiées ces dernières semaines, les manifestant·es voient dans cette manœuvre politique une trahison. Une trahison non seulement du pays, car ce recul démocratique fait planer l'éloignement des chances de rejoindre l'Union européenne et un affaiblissement du soutien des pays occidentaux à la veille d'une nouvelle offensive russe crainte pour cet été. Mais aussi une trahison des idéaux démocratiques de Maïdan : «Sommes-nous de retour en 2013?», est-il écrit sur des pancartes. Pour Denys Pilash, ces références à Maïdan ne sont pas que le fait de celles et ceux qui y ont participé, il y a onze ans, mais aussi de cette nouvelle génération pour qui les événements de l'hiver 2013-2014 sont devenus une sorte de «tradition légendaire».

Zelensky recule mais pas les manifestantes

Face aux critiques de ses alliés et la mobilisation déterminée de la population, Zelensky a fait marche arrière et a annoncé à la presse ce 24 juillet qu'une nouvelle loi avait été soumise ce jour au Parlement. Elle devrait être étudiée lors d'une séance extraordinaire le 31 juillet. Zelensky a affirmé à la presse «qu'il y aurait dû y avoir un dialogue» avec la société civile.

Pourtant, Denys Pilash nous explique qu'il n'y a jamais de dialogue, même au Parlement. Ce genre de vote en dernière minute est plutôt régulier :

C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Les gens savent que le NABU et le SAP

ne sont pas suffisamment efficaces, mais c'est mieux que rien.

Le centre d'action anticorruption (antAC) créé par l'activiste Vitaliy Shabunin salue la mobilisation populaire et se réjouit de cette annonce du président affirmant dans un communiqué publié sur ses réseaux que ce projet de loi restaurerait tout ce qui a été détruit par la loi n° 12414 du 22 juillet. Mais l'organisation reste néanmoins méfiante, craignant que lors de cette semaine de délai, les dispositions prévues par la loi n° 12414 permettent d'enterrer plusieurs affaires :

Même une semaine de retard peut suffire pour détruire une multitude de procédures de la NABU et de la SAP contre les hauts fonctionnaires corrompus. Rappelons que, dans ce Parlement, plus de 50 députés sont déjà soupçonnés ou accusés d'actes criminels. Et la plupart d'entre eux, précisément, pour des affaires de corruption traitées par le NABU et le SAP.

Les appels à la mobilisation continuent donc, et ce soir, vendredi 25 juillet, de nouvelles manifestations ont eu lieu. «Le Président a fait sa déclaration, mais il n'y a aucune garantie. La seule garantie que les gens ont, c'est la pression dans la rue par la mobilisation», nous dit Denys Pilash.

L'an-TAC demande donc l'abrogation immédiate de la loi n° 12414 sans attendre une semaine rappelant que Zelensky a déjà par le passé rappelé les parlementaires en vacances.

Le Président a déclaré qu'«il était très important pour [lui] que nous soyons à l'écoute et que nous répondions de manière adéquate. Les gens ont demandé du changement. Nous avons répondu.»

Le manque de réaction de ses partenaires européens ces derniers mois face aux dérives du pouvoir a sans doute permis à Zelensky d'aller encore plus loin avec cette loi n° 12414,

mais c'est bien la mobilisation par en bas de la société ukrainienne qui l'aura rappelé à l'ordre et freiné dans son élan.

Personne n'en doutait, c'est une des leçons tirées de Maïdan et de ces dix dernières années, la société ukrainienne sait qu'elle ne peut compter que sur elle-même et n'attend rien des classes dirigeantes ukrainiennes ou européennes.



Kyiv © NPA-L'anticapitaliste



MARDI 22 JUILLET

Adoption par la Verkhovna Rada de la loi 12414 limitant les pouvoirs du Bureau national de lutte contre la corruption (NABU) et du Bureau du procureur spécialisé dans la lutte contre la corruption (SAP).

Rassemblements à Kyiv, Lviv, Vinnytsia, Dnipro, Poltava, Odessa, Rivne, Ternopil, Ivano-Frankivsk, Soumy, Loutsk...

« Cela a un impact direct sur le fait que la corruption va probablement prospérer dans le pays, ce qui est inacceptable. Ils ne seront pas indépendants, ils seront subordonnés au procureur général. »

L'École ukrainienne de sciences politiques exclut six députés qui ont voté la loi n° 12414

Nous sommes ainsi revenus au *statu quo* de 2012, lorsque la « justice » n'était qu'une notion purement théorique et que la hiérarchie des procureurs était plutôt un instrument d'influence politique. Cela entrera dans l'histoire politique de l'Ukraine comme un exemple de myopie politique flagrante et d'un coup de couteau dans le pied.



Lviv (© Suspilne)

Lettre du Congrès européen des Ukrainiens

Au Président, à la Verkhovna Rada et au gouvernement.

Nous, représentants du Congrès européen des Ukrainiens, qui rassemble les communautés ukrainiennes à travers toute l'Europe, nous nous adressons à vous avec une profonde inquiétude et une vive préoccupation suite à l'adoption [...] du projet de loi n° 12414.

Ne laissez pas une décision politique détruire ce qui a été acquis au prix du sang, du travail et de l'espoir de millions de personnes. [...] Nous vous invitons à prendre conscience de toutes les conséquences de cette décision :

- l'intégration européenne de l'Ukraine est réellement menacée ; l'Union européenne a



Odessa (© Suspilne)



Loutsk (© Suspilne)

souligné à plusieurs reprises que l'indépendance des organes anticorruption est une condition essentielle à l'adhésion de l'Ukraine à l'UE. L'adoption de cette loi pourrait faire échouer les négociations d'adhésion ;

- le soutien international (économique, militaire, humanitaire) pourrait être revu ou suspendu ; nos partenaires attendent non seulement une défense héroïque contre l'agression russe, mais aussi des mesures décisives en faveur des réformes et d'une gouvernance transparente. [...]

- La confiance de la société ukrainienne envers le pouvoir est ébranlée.

Des milliers d'Ukrainiens ont perdu la vie en luttant pour la liberté, la dignité et un État juste. Notre diaspora a soutenu ces aspirations pendant des années sur la scène internationale. Par cette décision, vous éloignez l'État des valeurs pour lesquelles les Ukrainiens se battent en Ukraine et au-delà de ses frontières.

Au nom des communautés ukrainiennes en Europe, nous vous appelons à :

- retirer immédiatement ou opposer votre veto au projet de loi n° 12414 ;
- renouveler le dialogue avec la société civile, les partenaires internationaux et les institutions responsables de la politique anticorruption ;
- réaffirmer l'attachement de l'Ukraine aux



Kyiv © Suspilne)

principes de transparence, de gouvernance démocratique et d'orientation européenne ;

L'Ukraine tient bon non seulement sur le champ de bataille, mais aussi dans la lutte pour l'honnêteté, la légalité et le respect des citoyens. Ces principes sont le fondement de la confiance que le monde accorde à l'Ukraine.

Appel de Dmytro Koziatynsky¹

Mes amis, rassemblons-nous pour manifester et défendre ce que nous avons construit au cours de la dernière décennie. Rendez-vous à 20 h 00 sur la place devant le théâtre Ivan Franko. C'est l'endroit le plus proche du bureau du Président. J'espère donc que nous serons visibles depuis leurs fenêtres.

En tant que vétéran, il est important pour moi que mon initiative soit soutenue avant tout par des citoyens ordinaires qui ne sont pas

1. Vétéran, défenseur de Marioupol, il a été capturé par l'armée russe puis libéré en septembre 2022 lors d'un échange de prisonniers.



Ternopil © Suspilne)

indifférents. Je demande donc aux partis politiques et aux personnalités politiques de s'abstenir de soutenir cette action. Convenons donc que l'action se déroulera sans symboles ni porte-parole souhaitant exprimer leurs opinions.

Comme vous le savez, la Verkhovna Rada a voté aujourd'hui des modifications qui suppriment l'indépendance du système anticorruption. Les députés ont décidé que le NABU et le SAP devaient être subordonnés au procureur général. Alors, prenez des cartons et faites des pancartes pour écrire tout ce que vous pensez de l'attaque contre le système anticorruption ces derniers temps.

Une pétition a déjà été lancée auprès du Président pour qu'il oppose son veto à cette aberration. Mais tant que cette pétition n'aura pas été approuvée, il pourra signer ce projet de loi. Nous n'avons donc pas de temps à perdre. Il faut sortir aujourd'hui et exiger de Zelensky qu'il ne laisse pas revenir le temps de Ianoukovitch.

Rendez-vous ce soir.



Sourmy (© Suspiline)

Les députés parasites empêchent le peuple de vivre

Priama Diia¹

Priama Diia, avec le reste de la population qui n'est pas indifférente, s'est jointe aux manifestations de grande ampleur à Kyiv et à Lviv : la Verkhovna Rada a adopté le projet de loi n° 12414, qui transforme définitivement les organes anticorruption en un instrument docile du pouvoir. La NABU et la SAP sont désormais soumises au procureur général, une personne nommée et contrôlée par la classe politique. Il ne s'agit pas d'une mesure d'efficacité. Il s'agit de veiller à ce que les affaires contre les grands voleurs ne soient pas portées devant les tribunaux.

Alors que la majorité de la population survit avec des salaires de misère, certains réécrivent les lois à leur convenance afin de se débarrasser des enquêteurs gênants, de classer les affaires des hauts responsables corrompus et de

1. Priama Diia est un syndicat étudiant.



Lviv (© Priama Diia)

diriger les procureurs comme leurs subordonnés personnels. Il s'agit d'un pillage du peuple par les mains du pouvoir.

Nous sommes confrontés à une tyrannie évidente du pouvoir, à une tentative de renforcer la verticale autoritaire en temps de guerre. Le problème de la corruption ne réside pas dans quelques « mauvais » fonctionnaires, mais dans le système lui-même. On ne peut pas le résoudre par de nouvelles réformes venues d'en haut. La corruption ne peut être endiguée que lorsque les institutions seront transparentes, horizontales et contrôlées par le peuple, et non par une poignée de puissants.

Ne laissons pas le pouvoir nous piéger !



Quelques slogans

« Ne touchez pas au NABU et au SAP »

« Le pouvoir appartient au peuple ! »

« Dehors, Ze-gang » [Ze = Zelensky]

« Vous nous donnez la corruption, nous vous donnerons la révolution »

« Vous n'êtes pas notre gouvernement »

« Volodia [Zelensky], j'ai survécu à l'occupation de Kherson, je te survivrai »

« CTLR-Ze » [contrôle Z = annuler Ze]

« Je suis désolé de gaspiller du carton à cause de vous »

MERCREDI 23 JUILLET

Rassemblements à Kyiv, Lviv, Kharkiv, Odesa, Tchernivitsi, Vinnytsia, Mykolaïv, Dnipro, Poltava, Khmelnytskyi, Tchenihiv, Loutsk, Jytomir, Oujghorod, Zaporijjia, Kropyvnytskyi, Mykolaïev, Rivne...

Vitaliy Shabunin, directeur de l'AntAC déclare dans un post sur [Facebook](#) qu'« ensuite, Zelensky tentera de détruire les médias libres et d'intimider les détracteurs et les lanceurs d'alerte ». Puis, ajoute-t-il, « à l'approche des élections, il se tournera vers l'armée ». Enfin, « lorsqu'il se rendra compte que cela ne l'aide pas à remporter les élections, il tentera de les truquer

23 juillet

Lviv 19h30 (près du monument Shevchenko)

Kyiv 20h00 (Place Frank)

Kharkiv 18h00 (Jardin Shevchenko près de la station de métro Université)

Odesa - 19h00 (en face du Jardin de la Ville)

Tchernivtsi 18h00 (Place centrale)

Vinnytsia 20:30 (Place des Cent Céléstes)

Mykolaïv 10h00 (intersection de l'avenue Tsentralny et de la rue Sobornoy)

Dnipro 20h00 (près de l'hôtel Ukraine)

Poltava 19h00 (Théâtre de la ville)

Khmelnytskyi 19h00 (Cinéma Shevchenko)

Tchenihiv - 18h00 (OVA de Tchenihiv)



et cela conduira à son tour à des affrontements loin d'être pacifiques dans les rues». En détruisant l'indépendance de la NABU/SAP, Zelensky a voulu «sauver des amis de la prison». Après avoir porté un jugement sévère sur le gouvernement: «Zelensky a déjà mis en place un régime hybride avec des éléments d'autoritarisme et de kleptocratie», le directeur de l'AntCn ajoute que s'«il ne fait aucun doute que l'ennemi extérieur est notre principale menace, le régime hybride de Zelensky nous affaiblit déjà considérablement face à cet ennemi»¹.

L'incroyable faute politique de Volodymyr Zelensky

Antoine Rabadan²

La validation présidentielle de ce vote des député-es est d'une extrême gravité car elle est révélatrice de la complicité dans l'instauration

1. Vitaliy Shabunin est président du Centre de lutte contre la corruption (AntAC). Engagé dans les forces armées en février, il est sergent dans la 43^e brigade mécanisée.
2. Antoine Rabadan est membre du comité français du RESU à Montpellier.



Kharkiv (© Philippe Bouvard)

de l'arbitraire par les deux sommets de l'État dans le plus pur style poutinien. Il faut bien mesurer en effet ce que cela signifie comme défi à une société civile qui n'est pas acquise aveuglément au dit État, ce dont témoignent les premières manifestations de rue des opposant-es à ce coup de force. Or, et cela en dit long sur l'irresponsabilité des auteurs de celui-ci, prendre le risque de s'aliéner cette société civile, c'est, par le rôle essentiel qu'elle joue dans la résistance politique et militaire à l'agression néofasciste russe, donner des armes inattendues au dictateur du Kremlin. Et cela, dans le double paradoxe de lui offrir l'image imbécile que sa propagande martèle sur la supposée dictature de Kyiv mais aussi d'«offrir» au monde l'image



Kropyvnytskyi (© Suspiline)



Loutsk (© Suspiline)

du doublon ukrainien du satrape russe. Évidemment cette dernière identification est fausse, Zelensky n'est pas Poutine, il s'oppose à lui mais, mais... ce qu'il vient de valider politiquement est d'essence strictement poutinienne: il pose l'État ukrainien là où il n'a pas sa place en l'intronisant juge et partie sur le terrain si sensible d'une corruption qui porte toujours la marque de l'héritage stalinien que Poutine a développé exponentiellement.

Cette atteinte à la séparation des pouvoirs qui est l'un des marqueurs fondamentaux de la démocratie, toute bourgeoise qu'elle soit, ce qu'elle est en Ukraine, peut être lourde de conséquences. Non seulement militaires, à cet égard, il y a du suicidaire dans ce que vient de faire Zelensky en pleine guerre et avec les terrifiantes difficultés que celle-ci impose à toute la société ukrainienne. Mais il y a aussi de la lâcheté à frapper le cœur civil de la résistance militaire en profitant de la loi martiale et, misérable calcul, de la pause estivale des affaires parlementaires, sitôt le coup de force commis, en irresponsable



tentative de... démobiliser (terrible mot vu le contexte!) la population et neutraliser toute velléité de manifestations de sa part. Mais il y a une autre conséquence dans le risque que, cette démobilisation sociale échouant, comme le préfigure, espérons-le, la dynamique d'élargissement des manifestations en cours, le pouvoir adopte la fuite en avant de jouer la carte catastrophique, à tous égards, de la répression policière et judiciaire contre celles-ci.

Autant dire que nous sommes peut-être à un tournant des plus dangereux de la guerre. Zelensky donne du rapport de force militaire à



Odessa (© Suspilne)



Jyromyr (© Suspilne)

Poutine qui n'en demandait pas tant tellement, malgré ses fanfaronnades, il est à la peine sur le terrain ukrainien. La réaction de l'Europe, jusqu'ici assez timorée devant les premiers signes de la dérive en cours de l'État ukrainien, est celle de la préoccupation. Derrière la langue de bois diplomatique, il y a le risque réel que la loi scélérate votée et entérinée par la présidence ukrainienne mette l'UE en porte-à-faux vis-à-vis des opinions publiques européennes potentiellement peu enclines à accepter que l'argent public européen finisse par se perdre, donnant du grain à moudre aux partisans occidentaux,



Kyiv (© Suspilne)



Mykolaïev (© Suspilne)



Poltava (© Suspilne)

néofascistes comme lui, de Poutine, dans les méandres d'une corruption ukrainienne désormais couverte par l'État!

Les solidaires internationalistes avec l'Ukraine sont désormais aux côtés d'une nouvelle résistance, populaire et de gauche, la résistance à la dérive antidémocratique de l'État ukrainien; résistance civile qui, plus que jamais, est la garantie que la résistance militaire puisse se maintenir malgré les méfaits de l'État. La garantie politique aussi que celui-ci ne puisse pas être gagné par les démons oligarchiques et autoritaristes du passé! Garantie enfin que l'avenir d'une Ukraine libérée de la barbarie poutinienne ouvre sur une nouvelle société, une nouvelle organisation politique pour l'émancipation auto-organisée du peuple ukrainien et l'éradication de toute oligarchie.



Rivne (© Suspilne)

Non à une république bananière

Drapeau noir¹

Actuellement, notre pays est le théâtre de manifestations massives contre la loi 12414 [...]. Disons-le tout de suite, le sort de la NABU et de la SAP nous importe peu, nous n'avons jamais cru à l'indépendance et à l'impartialité de ces structures et nous n'y croyons pas aujourd'hui. Que ces structures soient subordonnées au comité de la Verkhovna Rada ou au procureur général, cela n'améliorera en rien la vie des travailleurs ukrainiens.

En revanche, nous ne pouvons ignorer la tendance à la partialité des plus hautes sphères du pouvoir. Récemment, le Conseil national de sécurité et de défense a décidé d'interdire tout contrôle des entreprises. Il ne s'agit pas seulement d'un crime contre le peuple, mais d'une fusion effective entre les représentants

du capital et le pouvoir étatique. Compte tenu de l'état de l'économie ukrainienne, cela mène tout droit à un enfer corporatif, à un régime totalitaire de type néolibéral où l'État sert de «couverture» aux représentants du grand capital (principalement étranger).

Dans ce contexte, nous, exprimons notre soutien et notre solidarité à tous ceux qui descendent dans la rue pour protester, car cette action est une lutte contre la transformation de l'Ukraine en une république bananière.

Nous voulons également mettre en garde les représentants du pouvoir contre toute action violente à l'encontre des manifestants. La réaction du peuple ne se fera pas attendre, n'en doutez pas. [...]



1. Organisation libertaire, présente notamment à Lviv, Kyiv et Odessa.



Lviv (© Suspijne)



Kharkiv (© Philippe Bouvard)

Vous nous donnez la corruption, nous vous donnons la révolution !

Sotsialnyi Rukh

Malgré la guerre, malgré les risques, les gens descendent dans la rue. Parce qu'ils en ont assez.

Le 22 juillet [...] des centaines de personnes sont descendues dans la rue pour protester contre l'adoption de la loi 12414 qui prive le NABU de son indépendance et le place sous l'autorité du procureur général.

Ce n'est pas une simple «réforme», c'est un signal: le pouvoir veut mettre sous contrôle la lutte contre la corruption et même supprimer les derniers vestiges de responsabilité.

Certes, la NABU n'est pas parfaite. Elle a dû agir sous la pression de l'opinion publique et de la communauté internationale. Mais sans une autonomie même limitée, elle n'aurait pas pu toucher les hauts fonctionnaires proches du pouvoir. Et c'est précisément cette possibilité qui est aujourd'hui supprimée.



Lviv (© Suspilne)

Parallèlement, sous le slogan du «renouveau», le nouveau gouvernement lance une contre-révolution par le haut: un moratoire sur les contrôles des entreprises (prolongation de celui déjà en vigueur depuis 2022); la clôture des dossiers qui «gênent les entrepreneurs»; la suppression de tout contrôle du marché du travail et des normes sociales.

Ce n'est pas du «développement de l'entrepreneuriat», mais de la légalisation de l'exploitation incontrôlée. Tout cela n'est pas une réponse à la demande de changement, mais une réponse cynique à celle-ci.

Dans les rues, on entend :

- * les députés parasites empêchent le peuple de vivre !

- * la corruption tue, tant au front qu'à l'arrière !

Nous exigeons la suppression de tout ce qui permet aux proches du pouvoir de voler en toute impunité, tant à l'arrière que sur le front.

Nous sommes pour :

- * une enquête anticorruption indépendante ;

- * une inspection réelle du travail ;

- * une protection sociale globale financée par l'imposition des riches ;

- * la transparence financière en temps de guerre ;

- * un État juste, et non un «État pour les entreprises».

La guerre n'est ni une indulgence ni une excuse.

Tant que le peuple paie avec ses impôts, sa vie et son avenir perdu, le pouvoir doit être contrôlé.

Et si le pouvoir a peur, c'est qu'il a quelque chose à cacher.

De notre correspondant à Kharkiv

Philippe Bouvard¹

Plusieurs centaines de personnes, jeunes pour la plupart, ont participé aux manifestations du mercredi 23 et du jeudi 24 juillet contre la loi 12414 votée le mardi 22.

Pour beaucoup de manifestants, cette mesure rompt le pacte social établi tacitement après l'invasion à grande échelle du pays de février 2022. Tous ont l'impression d'un saut dans le passé en 2013, lorsque la politique de Ianoukovitch, président prorusse du pays, avait déclenché l'EuroMaïdan. Surtout, les gens comprennent que la loi 12414 retardera durablement l'entrée de leur pays dans l'Union européenne.

Dans l'Ukraine en guerre, meurtrie par une agression qui met en jeu l'existence même du pays, le maintien ou l'aggravation de pratiques inacceptables et révolues est désormais tout simplement insupportable.

Chacune et chacun avait donc sorti carton et feutres pour écrire son indignation et brandissait fièrement sa pancarte dans le quartier très passant du métro Universytet.

Pendant plus d'une heure, la foule a scandé des slogans traduisant la colère ukrainienne, surtout lancés par les jeunes, parmi lesquels :



Philippe Bouvard à Kharkiv (collection privée)

«Ганьба!» (Honte!), «Скасовуйте закон!» (Annulez la loi!), «Руки геть від НАБУ!» (Pas touche au NABU!), «Влада в Україні- це народ!» (Le pouvoir appartient au peuple ukrainien!), «Україна- не Росія!» (L'Ukraine n'est pas la Russie, nous ne tolérons pas l'arbitraire!), «Герої не вмирають!» (Les héros ne meurent jamais!). Et tant d'autres encore, salués par les nombreux klaxons d'encouragement montrant le soutien réel de la population de la ville.

Mais l'un des plus repris était: «Нахуя мені система, що працює проти? мене» (Pourquoi aurais-je besoin d'un putain de système qui travaille contre moi), paroles extraites d'une chanson connue dans toute l'Ukraine, écrite et chantée par le poète kharkivien Serhii Jadan Avtozak. Tous étaient scandés - sans aucune interruption! - jusqu'à ce que quelqu'un dans la foule en lance un autre, qui se propageait à la manière d'une ola parmi les manifestants.

À chaque fois, le rassemblement est parti en cortège bruyant et déterminé à travers les rues

1. Philippe Bouvard est membre de SUD-Éducation et du Collectif 69 du RESU.



(Collection privée)

L'équipe du 23 juillet de l'association Shcheznyk avec laquelle Philippe fabrique des filets de camouflage.

de la ville, pour s'arrêter et prendre position sur des lieux emblématiques de la ville : devant l'opéra, aux pieds de la statue de l'indépendance, masquée par les sacs de sable depuis trois ans, pour recommencer chants, slogans et prises de parole. Le premier soir la manifestation s'est achevée au bord de la Lopan, à quelques centaines de mètres du plus haut drapeau de l'Ukraine résistante, pour une solennelle « photo de classe » sur les marches d'un escalier les plus connus de la ville.

Entre 800 et 900 manifestants ont tenu la rue pendant trois heures le mercredi 23, entre 300 et 400 pendant deux heures le jeudi 24.

Les chiffres peuvent sembler dérisoires, mais le 23 juillet marquait la toute première manifestation à Kharkiv depuis février 2022. Située à une trentaine de kilomètres de la frontière russe, à moins d'une minute de vol d'un missile balistique qui serait tiré de Belgorod, la ville est soumise régulièrement aux bombardements meurtriers et ces chiffres sont en réalité remarquables et inimaginables : le matin même du jeudi 24, un quartier résidentiel du centre-ville a été touché par deux bombes guidées KAB de 500 kg chacune qui ont blessé une quarantaine de personnes parmi lesquels plusieurs enfants. Plusieurs blessés le sont gravement - le bilan risque donc de s'alourdir.

Se rassembler en ville est un acte de courage qu'on mesure difficilement. Les accusations de manipulation par la Russie du mécontentement populaire étaient démenties par les nombreux slogans faisant part du soutien aux forces armées ukrainiennes, qui endiguent sur 1 300 km de front la puissance démographique



Kharkiv (© Philippe Bouvard)

de l'armée russe : les interventions des vétérans démobilisés après blessure étaient chaleureusement applaudies et saluées, les *Слава* pour les soldats tombés, pour la ville de Marioupol et ses habitants, pour les défenseurs de l'aciérie d'Azovstal, pour les soldats des ЗСУ... étaient rugis sans réserve par la foule. L'hymne national a été chanté plusieurs fois au cours de ces deux jours - on sait qu'il n'a pas du tout la même signification que notre *Marseillaise*, chantée dans certaines manifestations françaises. Chacune des deux manifestations s'est conclue par une minute de silence pour les soldats tués au combat.

Aucune ambiguïté donc, et la foule qui s'est rassemblée mercredi 23 et jeudi 24 lutte bien à la fois contre la mortelle menace russe et contre toute tentative gouvernementale marquant des reculs démocratiques.

Il n'y a pas eu de manifestation les jours suivants, faute d'appels clairs comme à Kyiv. À part quelques dizaines de personnes encore rassemblées le 25, tous ont préféré attendre le 30 juillet (veille de l'examen du projet de loi d'origine parlementaire et de celui de Zelensky) pour sortir à nouveau dans la rue. Tous espéraient l'adoption du premier projet de loi qui revenait purement et simplement sur la loi du 22 juillet, mais le soulagement était néanmoins palpable le 31 : le coup de force intolérable n'aura duré qu'une semaine.

Ce qui était remarquable dans la manifestation du 30 juillet était l'importance de la jeunesse mobilisée - le mouvement générationnel de jeunes gens qui n'avaient qu'une dizaine d'années lors du Maïdan. Ils ont grandi avec

les bénéfices de la révolution de la Dignité et veulent leur approfondissement, pas leur disparition.

Aux slogans des 23 et 24 juillet se sont ajoutés d'autres mots d'ordre, qui traduisaient le ras-le-bol des attermolements d'une classe politique déjà bien discréditée. On a crié et chanté «Чесним нічого боятись!» (Les gens honnêtes n'ont rien à craindre!), «Не втикай, НАБУ відновляй!» (Ne vous laissez pas distraire, rétablissez le NABU!), «Рада, думай, голосуй!» (Rada, réfléchissez, votez!), «За мінімось, або помремо!» (Nous changerons ou nous mourrons!), «За НАБУ, уебу!» (Pour le NABU! Allez vous faire foutre!), «Шлях до європи, незалежна система!» (La voie vers l'Europe, un système indépendant!), «Наш шлях демократія!» (Notre voie est la démocratie!), «Ні саботажу, здобутків майдану!» (Pas de sabotage des réalisations du Maïdan!), «Бунтуй, кохай, НАБУ не віддавай!» (Rebelle-toi, aime, n'abandonne pas le NABU!).

Pour terminer, une pancarte-blague, qui résume parfaitement l'état d'esprit du moment : «Мені шкода витратити картон через вас» (Je suis désolé de gaspiller du carton à cause de vous).

Trois manifestations déterminées en quelques jours dans une ville en guerre et sous loi martiale, c'était «rafraîchissant» pour un Français abonné à nos manif souvent plan-plan. La devise gravée dans le marbre de chaque entrée de métro proclame : «Харків Незламний» (Kharkiv incassable). L'Ukraine est incassable, la population du pays est incassable.

Elle vit. Et se bat!

JEUDI 24 JUILLET

Manifestation à Kharkiv pour le troisième soir consécutif, malgré le fait que pendant la journée le centre-ville ait été bombardé.

Rassemblements à Vinnytsia, Loutsk, Dnipro, Jytomir (place S P. Korolev), Moukatchevo, Ivano-Frankivsk, Kyiv (devant le théâtre Ivan Franko), Kropyvnytskyi, Lviv, Poltava (devant le théâtre Gogol), Rivne, Ternopil, Khmelnytskyi...



Kharkiv (© Philippe Bouvard)



Dnipro (© Suspline)

Nous sommes toutes contre la corruption !

Sphère

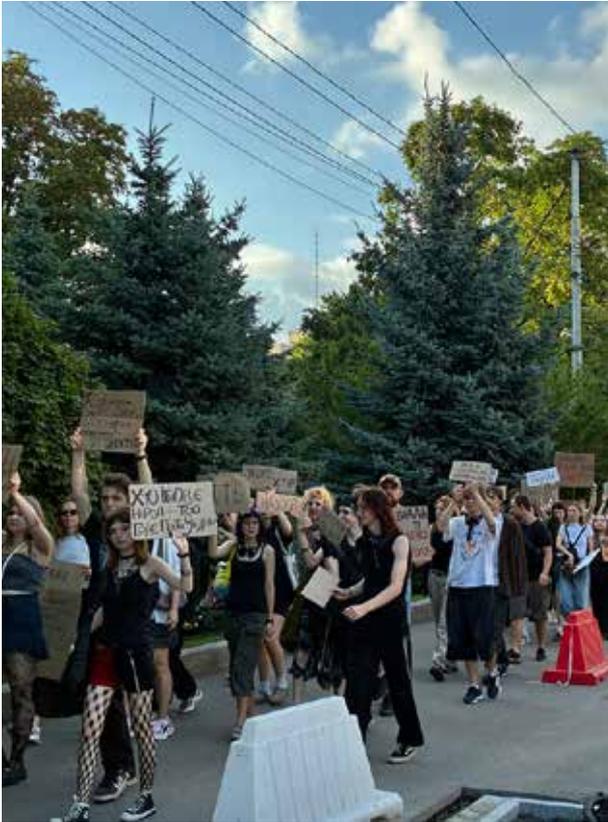
Les membres de Sphère, association de femmes, se sont jointes aux protestations de Kharkiv contre l'adoption du projet de loi.

Nous sommes ukrainiennes, féministes et lesbiennes. Nous cherchons à vivre dans un pays libre et démocratique. Nous soutenons ceux qui luttent pour l'indépendance de l'Ukraine et luttent pour les droits des femmes et les communautés LGBTQ + chaque jour.

La corruption nous saute littéralement dessus à chaque étape de nos activités. Nous la remarquons quand nous essayons d'améliorer notre Pride Hub et nous parlons à Oblenergo, quand nous essayons de lancer notre propre entreprise sociale et nous contactons l'État, lorsque nous nous refusons de fournir des plateformes publicitaires du gouvernement de la ville. C'est exaspérant ! Et nous considérons que la corruption est l'ennemi de l'Ukraine démocratique - puissante, mais pas toujours visible. Voilà pourquoi nous avons agi. Et nous avons l'intention de continuer ce combat !



Ivano-Frankivsk (© Suspline)



Kharkiv (© Philippe Bouvard)



Kharkiv (© Philippe Bouvard)

La destruction des organismes ukrainiens de lutte contre la corruption n'aide que la Russie

Déclaration du Groupe de protection des droits humains de Kharkiv

Face aux manifestations de masse en Ukraine et aux graves avertissements lancés à l'étranger, le président Zelensky a annoncé qu'il présenterait un nouveau projet de loi. Il devrait simplement annuler cette mesure rétrograde qui éloigne l'Ukraine de la démocratie [...].

Les manifestations se poursuivent pour la deuxième journée consécutive dans toute l'Ukraine contre la loi, très rétrograde, privant les deux principaux organismes anticorruption du pays de leur indépendance et conférant au procureur général, nommé par le Président, des pouvoirs inédits depuis la présidence de Viktor Ianoukovitch. Les tentatives du président Volodymyr Zelensky de présenter ces changements comme nécessaires uniquement pour prévenir les influences russes n'ont convaincu personne. C'est d'ailleurs le contraire qui se produit, car la nouvelle loi pourrait bien anéantir les espoirs de l'Ukraine d'adhérer à



Kharkiv (© Philippe Bouvard)

l'Union européenne. Elle aura également un impact direct et très négatif sur la volonté des partenaires internationaux de l'Ukraine de lui fournir une aide financière, sans laquelle la capacité de l'Ukraine à combattre un ennemi puissant et impitoyable sera sérieusement compromise.

Le calendrier d'adoption du projet de loi n'a pas renforcé la confiance, les amendements cruciaux ayant été adoptés à la hâte par le Parlement moins de 24 heures après une opération de grande envergure, comprenant, entre autres mesures, au moins 70 perquisitions impliquant au moins 15 employés. Le NABU lui-même a indiqué que la plupart de ces perquisitions étaient liées à «l'implication présumée de certaines personnes dans des accidents de la route. Cependant, certains employés sont accusés de liens possibles avec l'État agresseur». Ils semblaient être sans mandat judiciaire. Personne n'a encore été condamné pour avoir travaillé pour la Russie, et il est difficile de comprendre la nécessité de perquisitions sans mandat dans le cas d'accidents de la route.

Le projet de loi n° 12414, au titre très long, visait peut-être initialement à résoudre certains des problèmes réels liés aux milliers

d'Ukrainiens disparus sans laisser de traces depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine. Dans sa première version, le projet de loi était en attente d'examen depuis janvier 2025. Ce sont des amendements de dernière minute qui ont tout changé. Ces amendements ont mis fin à l'indépendance, longtemps acquise, du Bureau national de lutte contre la corruption (NABU) et du Bureau du procureur spécialisé dans la lutte contre la corruption (SAP), les rendant tous deux dépendants des décisions du procureur général nommé par le pouvoir politique. Parmi les autres reculs, on peut citer l'élargissement considérable des pouvoirs permettant d'effectuer des perquisitions sans décision de justice. Les possibilités d'ingérence politique sont considérables.



Moukatchevo (© Suspline)



Rivne (© Suspline)



Poltava (© Suspline)

Lors de sa deuxième et dernière lecture, le 22 juillet 2025, le projet de loi a été soutenu par une écrasante majorité de députés, notamment de Serviteur du peuple, le parti associé au président Zelensky et du parti *Batkivchtchyna* de Ioulia Timochenko. Des manifestations de masse ont immédiatement éclaté dans de nombreuses villes ukrainiennes, mais ont été ignorées, d'abord par le président de la Verkhovna Rada, puis par le Président Zelensky, qui a promulgué le projet de loi le soir même.

Le 23 juillet, il est apparu clairement que les appels de hauts représentants de l'UE, ainsi que de certains pays européens, à ne pas adopter le projet de loi avaient également été ignorés. Depuis, de nouvelles déclarations d'inquiétude ont été émises, ainsi que des avertissements assez directs quant aux conséquences pour les aspirations de l'Ukraine à l'UE et pour son aide financière. Le *Financial Times* a cité le commissaire européen à l'Économie, Valdis Dombrovskis, qui supervise l'aide financière à l'Ukraine, et dont l'avertissement était on ne

peut plus clair: «L'aide financière à l'Ukraine est conditionnée à la transparence, à des réformes judiciaires et à des gouvernements démocratiques. Il en va de même pour l'adhésion de l'Ukraine à l'UE, qui nécessitera également une forte capacité de lutte contre la corruption.»

Bien que les commentaires ne fassent pas spécifiquement référence à une assistance militaire absolument essentielle, il est difficile d'imaginer que ces changements n'aient pas d'impact sur la capacité de défense de l'Ukraine. Les donateurs voudront clairement savoir comment s'assurer que leur argent est dépensé correctement si les organismes chargés de superviser cette aide ont été privés de leur indépendance. En bref, Moscou devrait se réjouir.

Mercredi soir, Zelensky promettait de présenter un projet de loi présidentiel censé garantir l'État de droit, lutter contre l'influence et l'ingérence russes dans le travail des forces de l'ordre et garantir l'indépendance des institutions anticorruption. Au lendemain de la



Ternopil (© Suspilne)



Khmel'nitski (© Suspilne)

promulgation d'une loi portant atteinte à l'indépendance des organismes anticorruption, il assure au public qu'il présentera un projet de loi qui redressera la situation. Il n'a pas expliqué comment.

Rien ne laisse penser que les milliers de manifestants ont manifesté leur soulagement et sont rentrés chez eux. Voici la contre-proposition, formulée très succinctement par l'avocat et militant des droits humains Volodymyr Yavorsky: «Je peux proposer au Président un simple projet de loi annulant le projet de loi 12414. Il n'en faut pas plus. Il ne servira à rien d'élaborer des amendements. Aucun recours devant la Cour constitutionnelle ne servira à rien. Tout cela revient à noyer dans les mots le problème de l'Ukraine qui s'est détournée de la démocratie.»



Pour résumer, la loi votée supprime l'autonomie procédurale des procureurs; annule le statut indépendant du SAP et du NABU, qui devront désormais s'accorder sur tout avec le procureur général et les autres procureurs. Or, le procureur général est une personnalité politiquement dépendante du Président. Il sera également possible de modifier la compétence d'une affaire et de la confier à un autre organe d'enquête pour enquête (inhumation). Les motifs de perquisition ont été élargis «en raison du risque de perte de preuves», ces dernières pouvant être utilisées pour couvrir tous les cas.

Une procédure simplifiée a été introduite pour révoquer les procureurs refusant une mutation. Elle deviendra un outil pour ceux qui, trop zélés pour obtenir justice, n'écoutent pas les instructions.

Le cercle des personnes pouvant faire l'objet de procédures spéciales a été élargi. Un

fonctionnaire de catégorie A (tous les hauts fonctionnaires) et d'autres groupes ont été ajoutés. Toutes les enquêtes dans ces affaires - notification de soupçon et enquête - se feront uniquement avec le consentement écrit du procureur général, ou seront menées par lui. Cela signifie qu'un système a été créé où «nos concitoyens» ne seront jamais mis en examen, et où les autres pourront faire ce qu'ils veulent. C'est un pas en avant vers des attaques contre l'opposition politique et les concurrents. C'est un parfait exemple de «chers amis», mais avec d'autres désormais.



Kharkiv (© Philippe Bouvard)

Pour l'abrogation de la loi

Priama Diia

Nous sommes à nouveau descendus dans la rue pour manifester, et nous continuerons à le faire jusqu'à ce que la loi soit abrogée!

Tout le peuple s'est uni face à la menace de centralisation du pouvoir en Ukraine. Nous nous joignons également au mouvement: nous manifestons activement, nous descendons dans la rue avec des mégaphones et nous aidons à coordonner le mouvement.

À Lviv, nous avons créé un groupe de coordination distinct de Priama Diia, auquel vous pouvez vous joindre. Nous organisons des réunions en direct pour planifier les actions afin que la protestation soit encore plus efficace.

J'avais 18 ans à Maïdan et je suis fier de la nouvelle génération qui manifeste aujourd'hui

Toma Istomina¹

Quand je suis arrivé à Kiev en 2013 pour étudier le journalisme, presque toutes les conversations sur l'avenir entre mes compatriotes ukrainiens étaient réduites à une seule question: comment quitter le pays pour une chance d'avoir une vie meilleure.

À cette époque, il n'y avait pas de guerre, il n'y avait pas d'attaques quotidiennes ou d'entrevues d'amis tués par la Russie. [...]

C'était l'ère du Président «russe» et aspirant autocrate Viktor Ianoukovitch, marquée par la corruption généralisée et l'impunité qui a empoisonné le pays. Pour les jeunes qui ont

toute la vie devant eux, il était difficile de voir quelque chose qui valait la peine de rester.

Le 21 novembre 2013, Ianoukovitch avait brisé la dernière lueur d'espoir pour la jeunesse en refusant de signer un accord d'association avec l'Union européenne, éloignant le pays de sa voie démocratique orientée vers l'Occident et le déplaçant vers une Russie autoritaire.

Pour les jeunes Ukrainiens comme moi, cette décision était un coup de poing dans le ventre. Dans la meilleure tradition de la résistance ukrainienne, le soir même, plusieurs centaines de personnes, dont beaucoup très jeunes, se sont rassemblées sur la place principale de l'indépendance de Kyiv, ou Maïdan Nezalejnosti.

Ce jour-là, quand avec mes collègues nous sommes arrivés au dortoir après les cours, nous étions submergés d'enthousiasme, suivant chaque évolution sur les réseaux sociaux. L'un de nous a finalement dit: «On y va?»



Kharkiv (© Philippe Bouvard)

1. Toma Istomina est directrice adjointe de la rédaction de *The Kyiv Independent*. Article publié dans le *Kyiv Independent* du 24 juillet 2025.

C'était le début de la révolution EuroMaïdan, qui allait s'avérer être l'événement le plus important de l'histoire de l'Ukraine indépendante. [...]

J'ai participé aux manifestations presque tous les jours pendant les trois mois de la révolution. J'ai séché les cours et je me suis rendue au camp de protestation pour faire des sandwiches dans le froid glacial. [...] Le camp de protestation ressemblait à une île d'un futur utopique ukrainien. Il était entouré d'une barrière de fortune, mais ce n'était pas seulement la barrière physique qui la séparait du reste du centre-ville. Cela semblait être un monde



Kharkiv (© Philippe Bouvard)

différent, avec ses propres règles, sa culture et son atmosphère. La plupart des gens y parlaient ukrainien, tandis que beaucoup, sinon la plupart, des Ukrainiens dans le reste de Kyiv parlaient russe, courtoisie des siècles de politique oppressive de Moscou. [...] Malgré les menaces constantes de raids de la police anti-émeute, je me sentais en sécurité là-bas parce que je savais que j'étais entouré par mon peuple, uni par un seul but et engagé pour une meilleure Ukraine à tous égards.

La révolution a culminé dans une violence extrême, la police a ouvert le feu sur des manifestants non armés et tué plus d'une centaine de personnes. Le bain de sang a poussé le Parlement, y compris les membres du parti de Ianoukovitch, à condamner la répression, l'obligeant à fuir hâtivement vers la Russie.

Ce qui a suivi a été des années de transformation pour l'Ukraine: la redécouverte de notre identité nationale, une véritable renaissance culturelle après des siècles d'oppression, l'introduction de réformes anticorruption et de nouveaux mécanismes pour tenir les autorités responsables, la numérisation d'un large éventail de services pour simplifier la vie des gens et la croissance d'une société civile dans laquelle le devoir civique est une responsabilité quotidienne, pas un événement qui se produit une fois en dix ans.

En moins d'une décennie, l'Ukraine s'est transformée d'un pays que beaucoup voulaient fuir en un pays plein d'opportunité.

Tout n'était pas parfait. Les institutions anticorruption étaient encore très jeunes. La réforme fondamentale du système judiciaire a continué d'être retardée. Il y avait encore de la corruption [...]. Il y avait encore beaucoup de travail à faire. Mais ce que j'avais vécu dans le camp de

protestation de la révolution ne semblait plus si utopique.

Quand l'invasion à grande échelle a commencé en 2022, les priorités ont changé et tout, sauf la lutte contre l'agression russe, a dû être mis en attente. C'était la bonne chose à faire parce que toute l'existence de notre pays en tant qu'État indépendant était - et est toujours - en jeu.

En plus de trois ans et demi de guerre, même lorsque les réformes ont éclaté, même lorsque l'injustice était évidente, même lorsque les personnes au pouvoir en ont abusé, la société ukrainienne a choisi de ne pas exercer sa force de protestation. Elle est restée concentrée sur l'unité, résistant à la Russie et gardant l'image impeccable d'une Ukraine résiliente [...].

Les priorités majeures restent. Mais cette semaine, un autre objectif a été ajouté à la liste: rappeler au gouvernement que les aspirations

démocratiques de l'Ukraine - gagnées avec du sang pendant la révolution EuroMaidan - n'ont pas disparu.

Le 22 juillet, le Parlement a approuvé un projet de loi qui détruit l'indépendance des principales institutions anticorruption du pays. Les mêmes institutions qui ont été établies dans le cadre de la transformation du pays après la révolution. [...]

Ce qui s'est passé ensuite a révélé une habitude que beaucoup d'Ukrainiens n'étaient pas sûrs d'avoir encore: le même soir, des gens - très jeunes pour la plupart - se sont rassemblés au centre de Kyiv pour protester pacifiquement contre cette décision.

En approchant de la place presque adjacente au bureau présidentiel, j'ai vu des jeunes gens vivants courir pour rejoindre la manifestation. Je n'ai pas pu m'empêcher de la comparer à mon expérience d'il y a douze ans. Puis j'ai



Kharkiv (© Philippe Bouvard)



Kharkiv (© Philippe Bouvard)

entendu le slogan qui était resté intact depuis ces jours - « Ensemble et jusqu'à la fin » - et ça m'a donné la chair de poule, comme il y a dix ans.

Il y a beaucoup de parallèles que je peux faire entre ces protestations, mais il y a aussi quelques distinctions importantes.

Contrairement à novembre 2013, cette fois-ci, ce n'était pas des centaines, mais des milliers d'Ukrainiens en colère qui sont montés sur la place le premier jour. Ils étaient beaucoup plus organisés et préparés, avec des drapeaux ukrainiens et des pancartes drôles. [...].

Voir cette évolution de la société ukrainienne m'a émue et rendue très fière. Toutes ces années de manifestations sur les places puis sur les champs de bataille n'ont pas été vaines si c'est l'Ukraine aujourd'hui.

Le même jour, immédiatement après la première manifestation, le président Volodymyr Zelensky a signé le projet de loi controversé, auquel les manifestants l'ont exhorté à mettre son veto.

Le lendemain, le 23 juillet, la manifestation s'est répétée, cette fois-ci avec un certain nombre de participants environ trois fois plus nombreux. Aujourd'hui 24 juillet les gens vont se rassembler à nouveau. Et quelque chose me dit qu'ils n'arrêteront pas de se manifester jusqu'à ce qu'ils soient réellement écoutés.

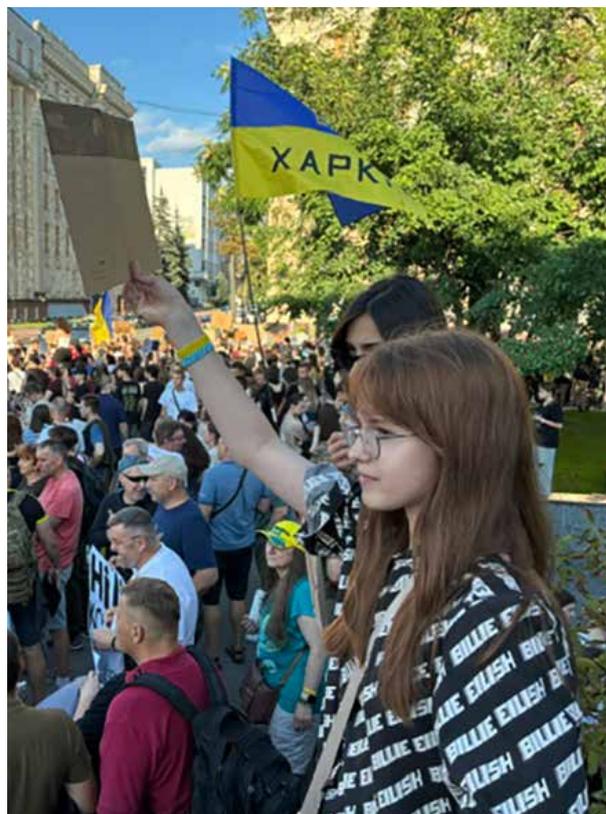
Le 24 juillet, Zelensky a finalement reculé. Il a présenté une nouvelle proposition de loi visant à rétablir l'indépendance des agences ukrainiennes de lutte contre la corruption.

Je ne sais pas si le projet de loi sera adopté, si de nouveaux amendements controversés seront apportés, mais ce que je sais, c'est que le chemin que l'Ukraine a pris pendant la révolution EuroMaïdan - et les sacrifices qu'elle

a faits et continue de faire pour elle - n'est pas quelque chose qui peut s'arrêter ou faire marche arrière.

Le pouvoir en Ukraine appartient à son peuple. C'est ce que dit notre Constitution. C'est pour cela que les jeunes de 18 ans manifestent aujourd'hui sur des places dans tout le pays.

La dernière fois que j'ai vérifié, le peuple ukrainien a fait son choix de devenir une démocratie en plein effet, encore et encore. Et si quelqu'un dans le bureau du Président l'a oublié, tout ce qu'il peut faire c'est regarder par la fenêtre pour s'en souvenir.



Kharkiv (© Philippe Bouvard)

Défendre la démocratie ukrainienne

Patrick Silberstein¹

Selon le Service de renseignement de la défense ukrainien (DIU), les services de renseignement et les propagandistes russes «surveillent de près la situation en Ukraine dans le contexte des manifestations» déclenchées par l'adoption du projet de loi n° 12414: «L'objectif de l'ennemi est d'utiliser les manifestations liées à la loi pour saper la capacité de l'Ukraine à résister à l'agression à grande échelle de la Russie.» Selon les mêmes sources, la Russie cherche ainsi à discréditer l'Ukraine sur la scène internationale afin d'affaiblir le soutien occidental et d'exploiter le mécontentement de la population pour intensifier la déstabilisation interne. C'est certes vrai, il n'en reste pas moins, comme nous le disons depuis maintenant plus de trois années, que la politique néolibérale antisociale du gouvernement ukrainien et désormais son tournant autoritaire affaiblissent la résistance du peuple ukrainien et sont autant d'outils donnés à la propagande russe et à ses relais, clients et imbéciles utiles occidentaux.

Il est cependant à noter que le DIU reste

1. Patrick Silberstein est membre du comité français du RESU et des Brigades éditoriales de solidarité.

extrêmement «prudent» dans sa communication et se contente – du moins publiquement – d'appeler les «citoyens ukrainiens à rester prudents dans leurs évaluations et leurs actions». Nul doute que les protestataires qui descendent dans la rue et qui sont pleinement engagés pour à la fois repousser l'impérialisme russe et défendre la démocratie ukrainienne aient cette préoccupation à l'esprit.

La démocratie et son exercice est une arme puissante dans le combat contre la dictature russe et ses ambitions dominatrices. Dans toute sa diversité, le mouvement social ukrainien le sait parfaitement: il agit en ce sens chaque jour, partout dans la société ukrainienne, y compris sur le front et dans les entreprises. Le gouvernement ukrainien serait bien avisé d'en prendre conscience.

Soutenez les manifestations du peuple ukrainien pour la démocratie et contre la corruption !

[European Network for Solidarity with Ukraine](#)

Depuis le 22 juillet, d'importantes manifestations pour la démocratie et contre la corruption ont éclaté dans toute l'Ukraine. Leur objectif immédiat est de préserver l'indépendance de deux agences ukrainiennes clés dans la lutte contre la corruption. Il s'agit du Bureau



DR

national anticorruption de l'Ukraine (NABU) et du Parquet spécialisé dans cette forme de criminalité de la classe dirigeante, le SAP.

Le 22 juin, à la demande du gouvernement et de la présidence, le parlement ukrainien (dominé par les partis libéraux de droite et nationalistes) a adopté la loi 12414, qui met fin l'indépendance de ces organismes en les plaçant sous la tutelle du bureau du procureur général et en lui donnant le pouvoir de décider de leurs enquêtes et de leurs poursuites.

Cette mesure, promulguée par la suite par le président Zelensky, affaiblit considérablement la lutte contre la corruption et contribue à renforcer les privilèges apparemment intouchables de l'élite oligarchique du pays.

Elle risque également de transformer les agences anticorruption en outils à la disposition du bureau du Président pour étendre l'immunité à ses alliés politiques corrompus et intimider ses opposants politiques.

Les manifestations du 22 juin ont été si importantes que, combinées aux expressions de préoccupation de la Commission européenne, Zelensky a été contraint, le lendemain de l'adoption de la loi, de promettre une nouvelle législation qui inclurait «toutes les dispositions garantissant l'indépendance des institutions de lutte contre la corruption».

Cependant, Zelensky n'a rien dit sur l'abrogation de la loi 12414 et le RESU s'attend à ce que la lutte contre cette loi se poursuive jusqu'à ce qu'elle soit retirée du code.

Le RESU soutient les manifestations du peuple ukrainien : notre solidarité va à son aspiration à une Ukraine indépendante, libre, démocratique et socialement juste.

Comme l'indique clairement la déclaration sur la loi 12414 du Groupe de protection des

droits humains de Kharkiv, la lutte pour les droits du peuple ukrainien est indissociable de la lutte pour chasser toutes les forces russes du territoire internationalement reconnu de l'Ukraine.

L'affaiblissement des droits démocratiques en Ukraine ne profite qu'à une seule partie : le régime de Poutine et sa guerre criminelle.

Pour plus d'informations :
info@ukraine-solidarity.eu



Kharkiv (© Philippe Bouvard)

VENDREDI 25 JUILLET

Manifestations à Volhynie, Dnipro, Oujhorod (sur la place Pochtova), Ivano-Frankivsk (devant la mairie), Kyiv (près du théâtre Ivan Franko), Mykolaïv.

À Jytomyr, les habitant·es se sont rassemblé·es pour la troisième fois sur la place Korolev. Valeriy Kostyukevitch, retraité, a déclaré avoir participé à toutes les manifestations depuis 1989 pour «être aux côtés de ceux qui défendent la justice et le respect de la volonté et des droits humains».

À Kharkiv, les manifestant·es scandaient «Fuck me, ce système qui travaille contre moi?», «Honte», «Touche pas au NABU», «Quelles vacances?».

Pour un groupe de coordination

Priama Diia

«L'Ukraine, c'est la démocratie!», «Où est le pouvoir du peuple?», «Les députés parasites empêchent le peuple de vivre!» et d'autres slogans ont de nouveau retenti près du monument à Chevtchenko pour exiger l'abrogation de la loi pro-corruption.



Oujhorod (© Suspilne)

À Lviv, nous avons créé un groupe de coordination issu du mouvement Priama Diia, auquel vous pouvez vous joindre. Nous organisons des réunions en direct pour planifier les actions afin que la protestation soit encore plus efficace.

Nous sommes de plus en plus nombreux, rejoignez-nous

L'ancrage national-démocratique de la société ukrainienne comme antidote aux prémices autoritaristes de l'État

Antoine Rabadan

La mobilisation en cours contre la loi scélérate votée par le Parlement et avalisée par la présidence et qui met en question l'indépendance des organes anticorruption révèle la force de la société civile ukrainienne.



DR

Elle a réagi au quart de tour, dès l'annonce du vote pourtant calculée pour la prendre par surprise et à revers. Quand on écoute, dans le reportage de *Mediapart* ci-joint, ce que disent les manifestant·es, on voit confirmée ce que la sociologue [Anna Colin Lebedev](#) a mis en évidence dans ses enquêtes : cette société civile montre un fort engagement sur les deux fronts de la difficile situation qu'impose au pays la cruelle guerre néofasciste russe, le front militaire et le front intérieur, indissociables dans l'esprit de celles et ceux qui battent le pavé. C'est parce qu'il faut battre l'envahisseur que

ces femmes et ces hommes de l'arrière du front, de longue date méfiants envers les institutions d'État, lui accordent leur confiance pour diriger la résistance militaire. Mais, comme on le voit aujourd'hui, face à cette loi sur la corruption, cette confiance est limitée, critique, ce n'est en aucune façon une allégeance aveugle aux institutionnels.

Toutes choses, il faut le dire, en ce moment où les poutiniens de Russie et d'ailleurs, manœuvrent pour discréditer l'Ukraine et enfoncer des coins dans les résistances à la barbarie ennemie, qui, en réalité, toute crue, montre ce qui manque à la Russie de Poutine : le peuple ukrainien joue, à l'inverse de ce que subit le peuple russe, un évident rôle de contre-pouvoir, d'autant plus remarquable qu'une situation de guerre, comme celle qui lui est imposée, est *a priori* propice à militariser et à vassaliser politiquement la société au nom de l'impératif supérieur de la résistance militaire. C'est d'ailleurs le vrai tour de force de ces résistant·es de l'arrière du front que d'avoir conquis, dès le début de la guerre, pour beaucoup les armes à la main (certain·es sont sur le front et payent le prix du sang), la légitimité, difficile à leur contester, d'être un acteur, sinon l'acteur clé, de la mobilisation pour l'indépendance nationale face à un impérialisme meurtrier et totalitaire ; l'acteur, sans la mobilisation duquel dès les premières heures de l'invasion, la défaite aurait été inéluctable.

Cette légitimité, transmise par la génération précédente de la révolution du Maïdan (2014) à la jeunesse actuelle, est un atout politique majeur pour que soit posée envers l'État ukrainien la ligne rouge à ne pas dépasser : celle qui crée une démarcation absolue avec tout ce qui, de près ou de loin, signifierait la



Kharkiv (© Philippe Bouvard)



résurgence du modèle honni de l'URSS stalinienne et de l'actuelle dictature capitaliste russe, oligarchique-mafieuse corrompue, qui en est la continuation dans le dépassement. Cette ligne rouge, qui est un fil rouge, est ce qui permet que s'exprime une dynamique à intense sensibilité démocratique pouvant déboucher sur un processus d'élaboration radical d'alternative globale, sociale, non-capitaliste. Dépassant ce qui participe encore, à une échelle large, d'une forte défiance vis-à-vis de l'idée de gauche qui a tant servi à asservir, réprimer les aspirations à l'indépendance nationale.

De tout ceci il ressort que ce qui oppose en ce moment la société civile ukrainienne à l'État est le signifiant magistral de ce qui oppose celle-ci, quasi viscéralement, mais en fait très politiquement, au funeste modèle d'État qu'incarne l'État poutinien. N'en déplaise aux idiots utiles de la gauche internationale qui, remarquablement silencieux sur la nature néofasciste du régime russe, œuvrent à la défaite de la résistance démocratique ukrainienne. Zelensky serait bien inspiré de reprendre la mesure de ce qu'est la puissance de l'esprit démocratique de sa société.

Une manifestation antigouvernementale en temps de guerre

[Cliquer pour voir la vidéo.](#)

Manif à Lviv

[Cliquer pour voir la vidéo.](#)

Quelques témoignages¹

Natalka Sad, officier de réserve des forces armées ukrainiennes, 38 ans

«Je pense que le mouvement qui s'est exprimé lors de l'EuroMaïdan et celui d'aujourd'hui partagent des valeurs communes. Les Ukrainiens ne sont pas prêts à accepter le durcissement des restrictions, la dérive vers l'autoritarisme ou le totalitarisme. [...]. Il semblerait que nous ne tirions pas les leçons de l'histoire, mais comme le montrent les événements actuels, notre potentiel de protestation reste très élevé. Il semblerait que les meilleurs d'entre nous défendent aujourd'hui notre pays, mais lors des manifestations, les gens montrent que l'arrière est très solide et fiable. Il me semble que les militaires apprécient vraiment le fait qu'ils peuvent compter sur nous, que tout n'est pas perdu et que, pendant qu'ils nous défendent là-bas, nous défendons et protégeons nos droits constitutionnels et l'avenir de notre pays ici, au cœur de la capitale.»

Nataliia Kostjuk, ophtalmologiste, 54 ans

«Pendant l'EuroMaïdan, l'ambiance était différente : on avait le sentiment d'être tous dans le même bateau, que nous allions gagner parce que nous étions nombreux. Aujourd'hui, il règne un profond sentiment d'injustice, car c'est une véritable guerre qui fait rage. C'est terrible que certaines personnes défendent l'existence même de l'Ukraine avec leur sang et leur vie, alors qu'ici, les autorités ne font que la détruire. Je pense qu'il est même difficile de comparer les deux situations. Celle-ci semble beaucoup plus difficile, beaucoup plus grave.»

1. Source : *The Kyiv Independent*.



Kharkiv (© Philippe Bouvard)

SAMEDI 26 JUILLET

Les manifestations près du théâtre Ivan Franko à Kyiv se poursuivent pour le cinquième jour consécutif.

La coordinatrice des manifestations, Anastasia Bezpalko, a dénoncé plusieurs tentatives de provocation. Elle a notamment mentionné de jeunes inconnus cagoulés qui avaient allumé des feux d'artifice et tenté de radicaliser le cours des manifestations. Elle considère également le comportement de Maryana Bezuglaya - la députée qui a voté la loi et qui s'est rendue à la manifestation - comme provocateur : « Elle est venue ici malgré le fait que les gens ne l'acceptent pas, elle et son comportement. »

À l'issue du rassemblement, les participant·es ont été appelé·es à une « grande manifestation » le 30 juillet, en prévision du vote à la Verkhovna Rada d'un projet de loi présidentiel visant à rétablir l'indépendance du NABU et du SAP. Les organisateurs estiment que cette nouvelle loi suscite une opposition croissante au Parlement.

Éléments d'analyse sur les manifestations en Ukraine

Vincent Préseume

[Pour lire l'article, cliquer ici.](#)

DIMANCHE 27 JUILLET

Défendre la démocratie ukrainienne pour pouvoir vaincre l'envahisseur russe

Comité français du Réseau européen de solidarité
avec l'Ukraine¹

La démocratie et son exercice sont une arme puissante dans le combat contre la dictature russe et ses ambitions dominatrices. Le mouvement social ukrainien est descendu dans la rue, malgré le danger des bombardements russes, pour la défendre. Encore une fois, après Maïdan, après la levée en masse contre l'agression russe en février 2022, le peuple ukrainien, qui soutient son gouvernement pour repousser l'envahisseur, n'hésite pas à s'y opposer quand celui-ci applique une politique néolibérale avec la tentation d'un tournant autoritaire qui affaiblit la résistance. Car la corruption dégrade autant les conditions de vie et de travail dans le pays que les moyens de défense militaire.

Cette résistance traverse la société ukrainienne, sur le front comme dans les quartiers, les entreprises, les universités... Ce sont les jeunes, de très jeunes, qui sont à l'avant-garde des rassemblements et manifestations. Pour la plupart, leurs pères, leurs frères sont sur le front, beaucoup y sont tombés, pour défendre leurs maisons, leur terre, la liberté et les acquis de tout un pays et non les intérêts des corrompus et de leurs complices. Le gouvernement ukrainien serait bien avisé d'en prendre conscience.

En Russie, toute contestation est réprimée, avec un arsenal législatif durci de jour en jour,

qui interdit et empêche toute manifestation d'opposition, frappe d'amendes et de prison les protestataires, censure la presse et punit celles et ceux qui consultent des réseaux sociaux et chaînes d'information classées non conformes et «agents de l'étranger». La démocratie ukrainienne, fût-elle imparfaite, reste une conquête que le peuple défend.

La guerre que subit le pays entraîne le recours à une loi martiale encadrée juridiquement. En dépit de cette loi, ces manifestations, comme toutes celles des salarié-es, personnels de santé, syndicalistes, femmes, voisin-es ont lieu sans être réprimées. Ce n'est pas la première fois, depuis trois ans, que le pays connaît des conflits, des luttes sociales, des mouvements de lutte contre la corruption.

Cette fois, c'est une mobilisation, sans précédent depuis le 22 février, auto-organisée, qui a fait hésiter le pouvoir. Il faut souligner aussi que la Commission européenne a donné de la voix contre cette loi. Après avoir refusé d'apposer son veto et signé la loi n° 12414, Zelensky a hésité, puis reculé en déposant un nouveau projet de loi, abrogeant ainsi de fait le texte contesté.

Respectera-t-il son engagement de redonner aux organismes de lutte contre la corruption l'indépendance nécessaire? Nous le verrons dans les jours qui viennent, mais le fait est là : l'État demeure sous la surveillance de la société et n'a pas les mains totalement libres. Et les jeunes manifestant-es de Kyiv, Lviv, Kharkiv, Jytomir... garderont sans doute le gouvernement Zelensky sous pression.

Le Comité français du RESU est résolument aux côtés du peuple ukrainien, pleinement engagé pour, à la fois, repousser l'impérialisme russe et défendre la démocratie ukrainienne.

1. [FaceBook](#).

LUNDI 28 JUILLET

Une cinquantaine d'organisations publiques et de médias appellent la Verkhovna Rada à rétablir la diffusion des séances plénières sur la chaîne de télévision Rada et à publier à l'avance les ordres du jour :

Il s'agit là d'une condition fondamentale de transparence, qui revêt une importance particulière à l'heure actuelle. [...] Ces décisions ont une incidence sur la réforme anticorruption, le soutien à l'Ukraine sur la scène internationale et l'intégration européenne. C'est pourquoi la société doit pouvoir voir en temps réel comment les députés votent et quelle position ils défendent publiquement.

La manifestation de Kyiv commence par une minute de silence à la mémoire «des défenseurs de l'Ukraine».



MARDI 29 JUILLET

Quelques appels à la manifestation du mercredi 30 : Odessa (19 h, rue Deribasivska), Poltava (20h, théâtre Gogol), Jytomyr (20h,



Zaporijjia (© Suspilne)

bâtiment de l'administration régionale), Ternopil (18h, pl. Zaporijjia Festivalna), Mykolaïev (19 heures, av. Centrale), Kryvhyi Rih (18h, stèle des Héros), Lviv (19 h 30, monument Taras Chevtchenko), à Kyiv (20h, théâtre Ivano Frankivsk), Ivano-Frankivsk (20h, administration régionale), Kharkiv (19 heures, jardin Chevtchtenko), Dnipro (19 heures, pl. Oujhorod Postova), Tchernihiv (19 heures, pl. Krasna), Loutsk (20h, pl. du Théâtre)...

MERCREDI 30 JUILLET

Dans la soirée, avant le vote de la Verkhovna Rada sur le projet de loi présidentiel n° 13533, des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes ukrainiennes, notamment à Lviv, Zaporijjia, Dnipro, Rivne, Tcherkassy, Odessa, Ivano-Frankivsk, Loutsk, Kharkiv et Kyiv. À Dnipro l'ancien militaire Daniil, qui a participé aux rassemblements depuis le deuxième jour, écrit :

La protection des droits et des libertés me motive à venir. Je me suis porté volontaire pour le front en 2022. C'est cette pensée qui me motive, à l'époque comme aujourd'hui. [...] Il ne s'agit pas de protéger les responsables du NABU et du SAP ; il y a des questions à leur poser. Le problème, c'est que nous pouvons perdre le pays.

Pour Marina Loboda, qui participe à la manifestation de Poltava, il est important de défendre les organismes de lutte contre la corruption :

Ces structures ont été créées précisément pour influencer nos dirigeants. Lorsque le Président a signé cette loi, j'ai eu l'impression que nous étions revenus en 2013-2014. C'était

extrêmement désagréable, car les personnes qui ont perdu la vie à l'époque et toutes ces années-ci ne se sont pas battues pour cela. Elles se battent pour un avenir juste, démocratique.

Manifestation à Kyiv: voir la vidéo publiée par [The Kyiv Independent](#). Voir également [Facebook](#).

«Pour la première fois en [presque] quatre ans, le gouvernement a commis une énorme erreur, et nous ne lui pardonnerons pas», a déclaré Yehor, un soldat au *Kyiv Independent*.

Appel de Priama Diia

Après les manifestations qui auront lieu aujourd'hui à 20 heures, nous vous appelons à manifester le 31 juillet à Kyiv, à 11 heures, dans le parc Marinsky, afin de faire pression sur les autorités. Nous exigeons :

- 1) que les députés de la Verkhovna Rada adoptent dans son ensemble le projet de loi sur le rétablissement de l'indépendance de la NABU et de la SAP ;
- 2) que ce soit le gouvernement qui nomme le président de la BES.



Kyiv © Suspline

Pourquoi est-il nécessaire de venir ?

L'UE a déjà commencé à bloquer les financements destinés à l'Ukraine, qui visent à soutenir le pays sur la voie de l'adhésion. Cela concerne notamment le programme Ukraine Facility, qui apporte un soutien considérable au budget de l'État. Si la loi n'est pas adoptée, les prêts supplémentaires financés par les revenus des actifs russes dans le cadre du programme ERA seront suspendus, tout comme le financement de la BERD et de la BEI.

Pourquoi dans le parc Mariinsky ?

Les députés passeront devant nous. C'est une excellente occasion de leur faire entendre le mécontentement et l'opinion de la société civile. Nous devons leur montrer que nous sommes là et que nous continuons à nous battre.

[...] Diffusez l'information sur le rassemblement pacifique partout où vous le pouvez, afin que ceux qui ont la possibilité de venir pendant leurs heures de travail puissent également se joindre à nous. Plus il y aura de monde, plus la protestation sera influente. Plus l'opinion de la



Thcarkassy © Suspline



Kyiv © Hromadske)

Manifestation de Kyiv : une minute de silence pour les combattant-es tombé-es.

Note du claviste. La guerre au cœur des manifs. Aucune contradiction à critiquer le gouvernement, le Parlement et le président Zelensky et soutenir l'effort de guerre national contre l'impérialisme russe.

société civile sera forte, plus elle aura de poids au Parlement. [...]

P.-S. Pour le syndicat Priama Diia, ces manifestations ne sont pas organisées pour défendre certaines institutions ou structures supranationales telles que l'UE. Notre priorité est l'expression de la volonté populaire, la responsabilité des autorités et l'auto-organisation de la société. C'est pour ces principes qu'il faut descendre dans la rue.

Un reportage vidéo

Cinquante-sept minutes qui nous permettent de nous plonger dans l'ambiance de la manifestation de Kyiv : cliquer [ici](#).

La jeunesse étudiante : fer de lance de la mobilisation politique

Robi Morder¹

Juillet 2025 est aussi révélateur des évolutions des mondes et mouvements étudiants ukrainiens. Car ce n'est pas la seule gauche étudiante qui s'est mobilisée sur un terrain politique de critique du gouvernement. Les prises de position d'organisations plus «modérées», telle l'UAS², sont le symptôme visible de mou-

1. Robi Morder est membre du Comité français du RESU et du Groupe d'étude des mouvements étudiants (Germe). Article extrait de «Mouvements étudiants dans un contexte de conflit armé : l'exemple de la guerre en Ukraine», communication présentée le 6 août 2025 aux 10^e Journées d'études sur les mouvements étudiants à l'Université nationale de Quilmes (Argentine).

2. Très intégrée institutionnellement, l'Union des associations étudiantes d'Ukraine (UAS) ne s'occupe que des seuls «intérêts étudiants» et rejette le syndicalisme.

vements profonds au sein même du monde étudiant.

Rappelons que ce n'est pas une, mais deux mobilisations qui, à quelques jours d'intervalle, ont mis la jeunesse universitaire en émoi et dans la rue.

La première était plus spécifiquement «politico-universitaire» puisqu'il s'agissait de la nomination contestée d'Andriy Vitrenko au ministère de l'éducation. Vice-ministre de l'éducation, président du groupe Serviteur du peuple au conseil municipal de Kyiv, il avait été accusé de plagiat et impliqué dans des affaires de corruption, sa désignation a soulevé une grande émotion dans les facultés, au point que même les organisations «modérées» ont appelé à réagir et à manifester les 14 et 15 juillet pour obtenir la destitution du ministre.

Priama Diia, qui n'avait pas été invitée aux réunions préparatoires, avait toutefois appelé à manifester en précisant :

Nous sommes convaincus que l'amélioration de l'éducation moderne ne réside pas dans



Kharkiv © Sphère



Kyiv (© Sotsialnyi Rukh)



Lviv (© Aterlier féministe)



Kharkiv (© Philippe Bouvard)



Kharkiv (© Philippe Bouvard)

la recherche du candidat «idéal» pour occuper ce poste [mais] sur le fait que la voie vers une meilleure éducation passe par des changements systémiques décisifs, notamment en matière de lutte contre la marchandisation et la bureaucratisation de l'éducation (Priama Diia, 13 juillet 2025).

Finalement, à l'occasion du remaniement ministériel du 17 juillet, Andriy Vitrenko fut écarté.

Il n'a pas fallu plus de quelques jours à peine pour que le vote par la Rada de la loi mettant les organes indépendants anticorruption sous la dépendance du procureur mobilise encore plus massivement le monde étudiant. On a même vu à l'Université nationale Taras Chevtchenko de Kyiv annoncé le boycott de deux enseignantes et députées, Lesia Ziburanna et Lyubov Chpak, qui avaient soutenu le projet de loi controversé (*Ukrainskaïa Pravda*, 23 juillet 2025).

Si les étudiant·es n'étaient pas les seul·es à protester et à organiser les manifestations, les observateurs ont noté leur très forte participation. Les jeunes étaient non seulement souvent majoritaires parmi les milliers de manifestants, mais ce sont eux qui, forts de leurs expériences d'auto-organisation, ont structuré les cortèges. En deux jours, on est passés d'un appel à Zelenski de ne pas promulguer la loi, à la critique ouverte de sa politique. Même les organisations «modérées» et «apolitiques» ont été confrontées à la pression de l'opinion étudiante; ainsi, l'UAS a appelé les jeunes «à ne pas rester à l'écart» car il n'était pas possible de «faire marche arrière dans notre adhésion à l'UE. Notre avenir dépend de nos actions communes aujourd'hui».



JEUDI 31 JUILLET

Le pouvoir appartient au peuple !

À Kyiv, plusieurs centaines de personnes sont descendues dans la rue, appelant les députés à voter en faveur du projet de loi visant à restaurer l'indépendance des organismes de lutte contre la corruption. À l'adresse des députés se rendant à la Verkhovna Rada, les protestataires scandent : «Votez» et «La corruption tue».

Les participants à l'action ont déclaré qu'ils comptaient rester là jusqu'à la fin du vote. Ils affirment avoir lu le projet de loi et estiment qu'il ne rétablit pas complètement la situation antérieure et appellent à rétablir l'indépendance de la NABU et de la SAP.

Parmi les slogans, on entend aussi : «Rada à l'antenne!». En effet, depuis le début de la guerre, les retransmissions en direct des séances du Parlement ont été suspendues et les journalistes ne sont pas autorisés à pénétrer dans la Rada. Cette décision a été justifiée par des raisons de sécurité. Actuellement, les enregistrements des séances parlementaires sont diffusés avec une heure de décalage, bien que certains députés diffusent leurs séances.

Selon l'agence de presse Ukrinform, la loi 13533 adoptée ce jour «élargit les pouvoirs» et rétablit «l'indépendance» du Bureau national anticorruption (NABU) et du Parquet spécialisé dans la lutte contre la corruption (SAP). 331 députés ont voté pour. L'agence indique que les attendus de la loi indiquent que la version du Code de procédure pénale ukrainien adoptée par le Parlement le 22 juillet, comportait des risques potentiels pour le bon fonctionnement



Lviv (© Atelier féministe)





Kyiv (© Brigades éditoriales de solidarité)

des agences de lutte contre la corruption. e la corruption. La nouvelle loi a été immédiatement promulguée par Volodymyr Zelensky¹.

Euromaïdan Press souligne que malgré les restrictions imposées par la loi martiale, la police n'a pas dispersé les manifestations. Le journal en ligne relève aussi que les autorités «semblent avoir été prises au dépourvu devant l'ampleur du mouvement d'opposition». De même, concession à la mobilisation de la jeunesse, pour la première fois depuis le début de l'invasion à grande échelle, la session parlementaire a été retransmise en direct sur la chaîne de télévision Rada TV. Il va sans dire que les institutions européennes se sont déclarées satisfaites par l'annulation de la loi contestée.

Le *Kyiv Post* rapporte quant à lui les mots de Zinaïda Averina, l'une des organisatrices du rassemblement de Kyiv qui résume l'état d'esprit de la protestation, alors que la manifestation se déroule après une nuit de bombardement russe sur la capitale :

Cela montre que la démocratie ukrainienne fonctionne et que les autorités nous écoutent. Cela montre que même en temps de guerre, il doit y avoir une boucle de rétroaction.

1. Sans vouloir ironiser sur la volte-face des parlementaires en forme de «ils ont mangé leur chapeau, mais ils sont prêts à recommencer», on esquissera cependant un sourire moqueur devant les quelques députés du parti Serviteur du peuple qui se sont fait photographier en brandissant des pancartes de protestation à l'intérieur de la Chambre.

L'unité est notre force

Sphère

Hier nous sommes allées au rassemblement pour la restauration de l'indépendance des organismes de lutte contre la corruption. Aujourd'hui la Verkhovna Rada a voté la loi du retour de cette indépendance. On ne s'arrête pas là. L'Ukraine, ses citoyennes et ses citoyens doivent continuer à s'opposer à des plans et tentatives similaires pour libérer les mains des corrompus.

L'unité est notre force.

La corruption est un puissant ennemi de l'Ukraine démocratique. Et nous continuerons à nous y opposer.



«La démocratie a gagné, mais elle sera à nouveau mise à l'épreuve»

Patrick Le Tréhondat et Patrick Silberstein¹

C'est le titre de l'éditorial du *Kyiv Independent* daté du 31 juillet à 22h11. Le quotidien prend acte de la victoire combinée de la

1. Patrick Le Tréhondat et Patrick Silberstein sont membres du Comité français du RESU et des Brigades éditoriales de solidarité



Kharkiv (© Philippe Bouvard)

«double mobilisation»: celle de la rue et celle de Bruxelles. Les Ukrainiens, souligne l'article, «ont une fois de plus montré au monde entier comment défendre la démocratie». Le quotidien rappelle également - comme un avertissement - que deux des prédécesseurs de Zelensky avaient dû faire face à la mobilisation populaire et que l'un d'entre eux avait été renversé en 2014 par la révolution de Maïdan: «Les dirigeants ukrainiens sont donc naturellement sensibles à la voix de la rue, même s'ils font semblant de l'ignorer.»

Le journal poursuit en rappelant que la guerre ne peut être une «excuse» pour «fermer les yeux sur le recul des réformes». Cet avertissement vise tout à la fois le gouvernement, le Parlement, le Président et l'Union européenne.

L'éditorial souligne que la volte-face de Zelensky constitue «une victoire significative pour la démocratie. Et la démocratie, à l'échelle mondiale, ne connaît pas beaucoup de victoires ces jours-ci».

S'il s'agit indéniablement d'une victoire populaire, le quotidien pose cependant une question cruciale: «Cela signifie-t-il que la démocratie ukrainienne est désormais hors de danger?». Il s'empresse d'y répondre: «Bien sûr que non». Et de relever que «personne n'a été tenu responsable» de la tentative de «faire reculer la démocratie ukrainienne d'une décennie». L'éditorial n'hésite d'ailleurs pas à questionner la responsabilité du Président lui-même en posant une nouvelle question: «A-t-il réfléchi à son propre rôle dans cette affaire et compris qu'il avait franchi la ligne rouge?» La réponse

est cinglante: «Rien n'indique que ce soit le cas.» Enfin, la conclusion est sans détours:

Cela signifie que les auteurs de cette attaque contre l'avenir démocratique de l'Ukraine sont toujours en place et peuvent frapper à nouveau, dans le même but de consolider leur pouvoir et de saper les quelques contre-pouvoirs qui subsistent.

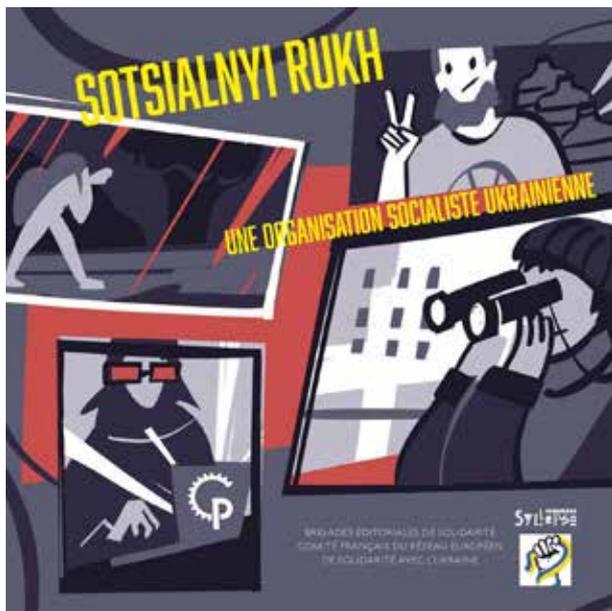
Et, sans doute destiné à l'opinion internationale, aux oubliés et à ceux qui ferment les yeux, un rappel: s'il faut continuer à se battre sur le front intérieur, il ne faut cependant pas oublier que «les Ukrainiens luttent contre la Russie depuis onze ans pour rester un pays libre et démocratique».

Sur le «front intérieur» la question sociale reste entière que même que celle de la politique néolibérale que mène le gouvernement

et qui se traduit par le démantèlement du Code du travail, des fermetures d'hôpitaux et d'écoles, des salaires non payés, des licenciements abusifs dont usent et abusent le patronat ukrainien mais aussi l'Etat-employeur. Cette politique socialement nocive affaiblit l'effort de défense.

Avec leurs syndicats, associations ou comités auto-organisés de toutes sortes, la résistance sociale quotidienne du peuple ukrainien à ces attaques montre aussi que celui-ci lie indissolublement la question de l'indépendance nationale face à l'impérialisme russe à la défense de la démocratie et de ses acquis sociaux.

Chaque victoire sur ces trois fronts renforce les autres. À ne pas douter celle du 31 juillet 2025 constitue tant pour le front que pour l'arrière un puissant encouragement et motif d'espoir à poursuivre la résistance ouverte le 24 février 2022.



Un livre à télécharger sur syllepse.net ou à commander auprès du RESU



Kharkiv (© Philippe Bouvard)

Le pouvoir, c'est le peuple ! Les manifestations contre la corruption ont gagné

Sotsialnyi Rukh

Le 30 juillet, près du Théâtre Franko à KYlv, une manifestation a eu lieu contre le projet de loi controversé n° 12414. Les militants du Sotsialnyi Rukh et d'organisations amies ont exigé l'abrogation totale de cette loi et le rétablissement du contrôle anticorruption sur les dirigeants et les fonctionnaires de l'État.

Avec le slogan «Le salaire minimum n'augmente pas parce qu'en haut quelqu'un vole», nous voulions dire que le prix du vol et de la corruption, c'est la pauvreté des gens ordinaires. Il existe un lien étroit entre l'appétit des dirigeants et le salaire minimum trop bas. Tant que l'argent qui pourrait être consacré à l'aide sociale ira dans les poches de quelques-uns, nous nous éloignerons de l'Europe.

Aujourd'hui, jeudi 31 juillet, nous avons appris que le Parlement avait approuvé le projet de loi n° 13533, remplissant ainsi formellement les conditions requises pour rétablir les garanties procédurales d'indépendance de la NABU et de la SAP.

Mais les causes profondes qui ont poussé les gens dans la rue ont-elles disparu ? Non !

La clique oligarchique continuera à voler la population et à éviter de remplir les caisses de l'État, privant ainsi notre armée des fonds dont elle a tant besoin.

Nous suivons de près l'évolution de la situation et insistons : les demi-mesures ne sont pas une solution.

L'indépendance totale de la NABU et de la SAP doit être la norme, et non l'exception.

Cependant, les citoyens doivent s'attaquer à la racine du problème et obtenir la confiscation des biens de tous les oligarques, principaux sponsors de la corruption.

Nous saluons toutes les personnes qui ont participé à la victoire populaire contre l'injustice et espérons que l'expérience acquise lors de ces manifestations contribuera à reconquérir des droits sociaux dignes !

Une victoire

Patrick Silberstein

Selon le *Kyiv Independent*, les manifestations du 30 juillet se sont essentiellement adressées au Parlement pour exiger que les députés décident du retrait de la loi controversée. Selon le quotidien, les protestataires se sont abstenus, pour l'essentiel, de slogans hostiles à Zelensky, qui avait pourtant été malmené au cours des premiers jours. Ce sont donc, à l'instant T, les parlementaires, le gouvernement et le Parlement qui sont dans le collimateur du mouvement de protestation démocratique. Le bloc majoritaire du parti de Zelensky est d'ailleurs en train de se fissurer sous les coups de boutoir de cette mobilisation populaire où la jeunesse pèse de tout son poids.

Comment interpréter le fait que Zelensky qui avait mis tout son poids dans cette décision ne soit pas (plus) directement mis en cause ? Sans doute parce que les protestataires perçoivent la réalité double dans laquelle le pays se trouve : il y a d'un côté le Zelensky dont la politique néolibérale et les tendances autoritaires sont perçues comme néfastes par une partie de la population et qui vient d'être rappelé à l'ordre ; et



de l'autre, le Zelensky « chef de guerre », « âme de la résistance » à l'agression russe, en qui les Ukrainien·nes placent leur confiance.

C'est sans aucun doute l'un des éléments politiques essentiels à retenir du moment qui vient de s'ouvrir avec le coup de semonce qui secoue Kyiv. C'est d'une certaine façon le sens de la déclaration d'un manifestant recueillie par le *Kyiv Independent*: « Je pense que les autorités vont désormais davantage dialoguer avec la population, après avoir constaté la force de sa réaction. » Ou de celle d'un autre qui déclare à *Suspilne*¹: « Le pays va dans la mauvaise direction, c'est pourquoi les gens descendent dans la rue pour le remettre sur la bonne voie. Nous

1. *Suspilne-media* (à qui nous avons emprunté de nombreuses photos) appartient au groupe Suspilne (détenu à 100 % par l'État) qui possède deux chaînes nationales de télévision et trois stations de radio, ainsi qu'un réseau de deux douzaines de chaînes de télévision et de radio régionales. En 2024, huit organisations de la société civile ont réclamé un financement équitable pour Suspilne car selon elles, « Suspilne a démontré son rôle clé dans la crise et met en œuvre une politique éditoriale responsable et indépendante – communiquant avec le public sur les plateformes traditionnelles et numériques ». La même année, le média a subi une cyber-attaque massive de la Russie.

espérons que les autorités entendront la voix du peuple. » Ou encore: « Il est important pour nous de vivre dans un État de droit. La corruption détruit le pays de l'intérieur, alors qu'on essaie déjà de le détruire de l'extérieur. »

L'attitude n'est pas, pour moi, sans évoquer – dans une situation évidemment totalement différente – ce que les Chiliens disaient du gouvernement Allende: « C'est un gouvernement de merde, mais c'est le nôtre. »

Les campistes et autres zélotes, comme le député français Legrave, pourront dénoncer le Zelensky pourfendeur des libertés démocratiques, d'autres pourront oublier, plus ou moins volontairement, que la mobilisation démocratique ukrainienne se fait sous les bombes russes et malgré la loi martiale qui interdit les manifestations.

Pour notre part, nous saurons, avec la gauche ukrainienne et le mouvement social, marcher sur les deux jambes comme nous le faisons depuis le début de la guerre à grande échelle.

Il n'y a aura pas de victoire sur l'impérialisme russe sans démocratie et il n'y aura pas de démocratie en cas de victoire de l'impérialisme russe.



VENDREDI 1^{ER} AOÛT

Les modifications apportées à l'article 233 du Code de procédure pénale sont inacceptables !

Groupe de protection des droits humains de Kharkiv

Les modifications apportées à la loi 12414 abrogée concernant les perquisitions sans autorisation judiciaire ont été conservées dans la nouvelle loi votée le 31 juillet, mais elles sont en contradiction avec la Constitution.

L'article 30 de la Constitution ukrainienne garantit l'inviolabilité du domicile. Il est interdit de pénétrer dans le domicile ou d'accéder à d'autres biens d'une personne, d'y effectuer une inspection ou une perquisition, sauf décision de justice motivée. En cas d'urgence liée à la sauvegarde de la vie humaine et des biens, ou à la poursuite directe de personnes soupçonnées d'infraction, une autre procédure prévue par la loi pour pénétrer dans le domicile ou d'autres biens d'une personne, y effectuer une inspection ou une perquisition est possible...

Sur la base de ces dispositions de la Constitution de l'Ukraine, les amendements apportés à la troisième partie de l'article 233 du Code de procédure pénale de l'Ukraine par la loi de

l'Ukraine n° 4555-IX [de la loi du 31 juillet], qui introduisent des exceptions supplémentaires à l'interdiction générale d'entrer dans le domicile ou d'autres biens d'une personne, d'y effectuer une inspection et une perquisition, qui ne sont pas prévues dans la troisième partie de l'article 24 de la Constitution de l'Ukraine, doivent être reconnus comme restreignant la garantie constitutionnelle de l'inviolabilité du domicile et ne sont pas conformes à la Constitution de l'Ukraine (sont inconstitutionnels) [...]

SAMEDI 2 AOÛT

Révoltez-vous, aimez, combattez la corruption !

Priama Diia

Après l'adoption de la loi controversée, des manifestations sans précédent depuis le début de la guerre à grande échelle ont éclaté dans toute l'Ukraine, rassemblant des dizaines de milliers de personnes. Les militants et militantes de Priama Diia se sont joints à eux dès le premier jour et ne les ont pas quittés jusqu'à la fin. Nous sommes descendus dans les rues de Kyiv, Lviv, Dnipro, Ujhorod, Mykolaïv et Odessa. Avec d'autres militants et citoyens qui ont enrichi la



manifestation avec leurs superbes pancartes, leurs slogans enflammés et leurs images frappantes, nous avons montré que même en temps de guerre, la société ne permettra pas aux dirigeants de prendre des décisions arbitraires pour se remplir les poches en toute impunité.

Le jour de l'adoption de la nouvelle loi [...] nous avons participé à la manifestation finale de cette campagne à Kyiv avec une œuvre d'art contestataire originale: notre photomaton, que vous pouvez voir sur la photo ci-dessous

Merci à tous ceux qui sont venus se faire prendre en photo!

Nous espérons que cette manifestation de démocratie directe rappellera aux autorités leur responsabilité envers le peuple, qui est encore plus grande en temps de guerre, et rappellera au peuple que, malgré toutes les circonstances, le pouvoir est entre nos mains et que c'est à nous de l'utiliser. Bien que l'indépendance des organes anticorruption ait été rétablie au niveau législatif et que les revendications des manifestations aient été

officiellement satisfaites, des changements plus importants ont eu lieu, qui ne peuvent plus être facilement annulés: les manifestations de masse ont perdu leur statut de «tabou», ce qui ouvre de nouvelles perspectives pour la poursuite de la lutte, notamment pour les revendications sociales des étudiants et des travailleurs. Ce n'est donc pas la fin, mais seulement le début d'une nouvelle réalité de la vie sociale.

Le pouvoir au peuple, pas aux millionnaires!

DIMANCHE 3 AOÛT

Communiqué

Comité français du RESU

Après l'adoption de la loi supprimant l'indépendance des organes anticorruption, des manifestations rassemblant des milliers de personnes, malgré la loi martiale - et en particulier des jeunes et des femmes - ont contraint les député·es, le gouvernement et le président Volodymyr Zelensky à faire marche arrière. Comme le disaient des manifestant·es: «Le pays va dans la mauvaise direction, c'est pourquoi les gens descendent dans la rue pour le remettre sur la bonne voie.» Ou encore: «Il est important pour nous de vivre dans un État de droit. La corruption détruit le pays de l'intérieur, alors qu'on essaie déjà de le détruire de l'extérieur.»

En contraignant le gouvernement à renoncer à son projet antidémocratique, le peuple ukrainien a montré au monde qu'il est possible de mettre les gouvernants sous surveillance, exigeant que désormais les débats parlementaires soient retransmis, de rappeler aux autorités que



Kyiv © NPA-L'anticapitaliste

la démocratie est une arme indispensable dans la défense de l'Ukraine

Avec ses associations de quartier, ses syndicats étudiants, ses organisations groupes féministes, le peuple ukrainien auto-organisé a montré que, même en temps de guerre, la société est capable de déterminer les objectifs de guerre : repousser l'invasion russe et construire une société démocratique et socialement juste.

C'est encore une fois une leçon de courage et d'efficacité que la résistance ukrainienne montre au monde entier, et particulièrement aux peuples d'Europe. C'est ce courage qui permet de défendre les droits démocratiques et sociaux à la fois contre l'envahisseur et contre toute tentative autoritaire. La réaction de Trump annonçant, dans une énième volte-face, le déploiement de sous-marins nucléaires américains ne répond pas aux besoins de la défense de l'Ukraine et ne peut qu'inquiéter.

Il n'y a aura pas de victoire sur l'impérialisme russe sans démocratie et il n'y aura pas de démocratie en cas de victoire de l'impérialisme russe.

Nous réitérons notre soutien à la résistance populaire civile et militaire ukrainienne qui subit les massacres de Poutine.



La lutte continue...

Michel Lanson¹

«Le pouvoir, c'est le peuple! Les manifestations contre la corruption ont gagné.» Sotsialnyi Rukh a parfaitement raison de saluer cette première victoire contre la corruption, corruption politique et corruption économique.

Les manifestations massives impulsées par la jeunesse ont obligé le pouvoir à reculer sur sa volonté de supprimer l'indépendance des organes anticorruption. C'est une victoire importante remportée contre le gouvernement Zelensky et célébrée comme telle en Ukraine.

En France, la presse et certains commentateurs ont salué dans un même élan la mobilisation de la jeunesse et le revirement du «cabinet Zelensky» au nom de la démocratie. Certains ont même reproduit une déclaration d'un député «Serviteur du peuple» qui voyait dans cet épisode la «vigueur de la démocratie en Ukraine».

Toutefois quelques questions se posent : pourquoi Zelensky ne s'est-il pas contenté de revenir à la situation antérieure en retirant la loi ? Pourquoi une nouvelle loi ?

La presse ukrainienne (*Kyiv Independent* et la *Pravda* ukrainienne notamment) a vite apporté la réponse. Dans cette nouvelle loi, la dépendance du procureur général et la possibilité de nommer hors cadre administratif régulier (hors concours) les procureurs de rang inférieur ont été maintenues. Comment les organismes anticorruption peuvent-ils travailler s'ils doivent en référer à une justice aux ordres ?

1. Michel Lanson est membre du Comité français du RESU et du Réseau Bastille.

Il y a, pour le moins, une certaine résistance de la part du « cabinet Zelensky » à faire fonctionner la démocratie. De plus, la majorité de la Rada qui a dû, à quelques jours d'intervalle, voter une loi puis une autre revenant sur la première sans explications se pose des questions. Cette majorité autour de « Serviteur du peuple » est de plus en plus réduite et la tâche du nouveau gouvernement rendue de ce fait difficile. Dans une situation démocratique hors loi d'urgence et guerre de défense, cela s'appellerait une crise politique ouverte.

Autre sujet délicat, l'Union européenne a insisté pour qu'un directeur du Bureau de la



Kharkiv (©Philippe Bouvard)

sécurité économique (SEB) soit rapidement nommé. Le SEB est chargé de l'application de la loi et enquête sur les infractions pénales dans le secteur économique.

Oleksandr Tsyvinskyi, inspecteur du NABU, a remporté le « concours » pour en être le responsable. Mais le gouvernement n'a jamais soutenu sa candidature officiellement en raison de l'évaluation du SBU (service de sécurité) liée à ses liens familiaux avec des citoyens russes (comme beaucoup d'Ukrainiens).

Dans les manifestations de juillet, cette question de la nomination « transparente » du chef du SEB avait déjà été soulevée (notamment par Priama Diia). Plus de 50 organisations avaient publié un appel au nouveau gouvernement en faveur de la nomination d'Oleksandr Tsyvinsky au poste de directeur du Bureau de la sécurité économique.

Zelensky par trois fois avait refusé cette nomination. Le patronat ukrainien aussi était contre



Kharkiv (©Philippe Bouvard)

au nom de la liberté d'entreprendre et d'agir comme bon lui semble :

La pression illégale et énergique exercée sur les entreprises, dans la tradition de la tristement célèbre « police fiscale », reste l'un des facteurs clés de la réduction de l'attractivité des investissements en Ukraine et, par conséquent, de la limitation significative de la productivité du travail, des recettes budgétaires, des salaires réels, de l'emploi, etc.

Les pressions importantes de l'UE et la peur d'un nouveau scandale contre la démocratie ont eu raison des refus de Zelensky, et Tsyvynskiy a été nommé après un passage au détecteur de mensonges.

Faire reculer le gouvernement ou plutôt le « cabinet restreint » de Zelensky en période de guerre et de loi d'urgence montre la vitalité politique du peuple ukrainien.

Ces démonstrations de masse ont été préparées par des micro-mobilisations sur divers sujets concernant souvent les établissements de santé ou d'enseignement, les conditions de vie des soldats... Ces mobilisations montrent la vigilance du peuple ukrainien.

Ces luttes ne montrent pas la « vigueur de la démocratie ukrainienne » mais la volonté de la jeunesse et du peuple ukrainien de défendre la démocratie, de chasser la corruption en un mot de retrouver l'esprit et l'élan du Maïdan.

La lutte pour l'indépendance nationale et la lutte pour la démocratie sont le cœur même d'un « Maïdan » retrouvé.

Nul doute que les militants et les jeunes vont redoubler de vigilance. Zelensky, maître de ses décisions, est clairement sous surveillance.

Que retenir de la révolution des cartons ?

Christian Mahieux¹

D'abord ce qui n'est pas au centre de ce numéro spécial de *Soutien à l'Ukraine résistante*, mais demeure la réalité quotidienne de la population ukrainienne : l'occupation militaire du pays, les attaques meurtrières de l'armée russe, la déportation d'enfants vers la Russie. Tout cela continue. Et c'est à cela que la résistance populaire ukrainienne continue de résister. Il n'est pas inutile de le rappeler et ce rappel vaut pour le soutien, pour la solidarité, pour l'internationalisme, qui doivent continuer à se traduire en

1. Christian Mahieux est membre de l'Union syndicale Solidaires, du Comité français du RESU et des Brigades éditoriales de solidarité.



actes concrets, pour être aux côtés des organisations syndicales, associatives, féministes, politiques qui mènent depuis des années une lutte anti-impérialiste et pour la liberté.

La mobilisation populaire contre la loi limitant les prérogatives des institutions anticorruption démontre, une nouvelle fois, la vivacité des mouvements sociaux en Ukraine. Au travers des quarante numéros parus depuis mars 2022, les Brigades éditoriales de solidarité ont maintes fois fait connaître les initiatives des syndicats indépendants, des collectifs féministes, LGBTQI+, de soldats, de locataires, écologistes, etc. C'est ce terreau démocratique qui permet des réactions populaires comme celles des journées de juillet.

Elles marquent aussi une différence fondamentale entre les régimes au pouvoir en Ukraine d'une part, en Russie d'autre part. Ce n'est pas une révélation pour nos lectrices et lecteurs, mais c'est une illustration concrète de cette évidence que nient trop de prétendues progressistes qui tracent un trait d'égalité entre démocratie bourgeoise capitaliste et dictature. L'Ukraine est sous le régime des lois martiales, oui. Mais, d'une part, elle l'est à la suite de l'invasion russe ; d'autre part, ces lois martiales, qui



entravent les libertés - il ne s'agit pas ici de le nier - n'empêchent pas que l'autonomie et la force de mouvements sociaux aboutissent à des grèves, des manifestations, des rassemblements... «interdits».

En Russie, en revanche, les quelques collectifs réfractaires à la guerre sont soumis à une répression intense ; ainsi, le mouvement syndical officiel, notamment la FPU, est au service du pouvoir en place, et les quelques expressions opposées à la guerre, plutôt via la KTR, sont depuis longtemps inaudibles. C'est aussi ce régime que tente d'imposer l'État russe dans les zones occupées. En témoignent les exemples des prisonniers politiques ukrainiens issus de ces territoires : d'Oleksandr Koltchenko, arrêté et déporté en 2014, libéré en 2019 (et sur le front depuis 2022) à Denys Matsola et Vladislav Juravlev, capturés lors de la défense de Marioupol en 2022 ; et bien d'autres, bien sûr.

Revenons en Ukraine : la loi dénoncée par la rue a été en partie annulée par une nouvelle loi, décidée par le gouvernement qui était à l'origine de la première. Signe d'une démocratie réelle ? Oui, surtout si on compare à la Russie. Mais pas seulement. Le recul du pouvoir ukrainien est aussi lié aux pressions des pays «alliés», soucieux que l'Ukraine remplisse les conditions



d'intégration à l'Union européenne. Cela dit, ces mêmes pouvoirs en place dans les pays en question se seraient sans doute accommodés sans souci de la situation, si les manifestations populaires n'avaient mis le sujet en exergue.

Un autre point doit être évoqué dans cette esquisse de bilan de ces journées de juillet ukrainiennes: une partie des mouvements qui se sont impliqués dans les manifestations populaires l'ont fait tout en expliquant que les institutions étatiques anticorruption auxquelles le pouvoir ukrainien s'attaquait n'avaient, en réalité, guère contribué à la lutte anticorruption, car à mille lieues de toute remise en cause du capitalisme en place et du système qui le fait tenir en Ukraine.



Une autre limite de l'acquis de la nouvelle loi est pointée par celles et ceux qui, à l'image de Vitali Shabunin, directeur du Centre d'action anticorruption (organisation non gouvernementale), considèrent que «Zelensky a révélé ses véritables objectifs (et valeurs) lorsqu'il a démantelé le NABU/SAP, et non lorsqu'il a corrigé ses actions (sous la pression de la société et de l'Occident)». Shabunin énumère ensuite les arguments qui étayent son affirmation :

Deux inspecteurs du NABU sont toujours détenus en détention provisoire. L'un d'eux joue un rôle clé dans l'enquête sur Mindich. Le père de



cet enquêteur, âgé de 70 ans, est également en détention. Aucun des hommes de main de Zelensky n'a été puni pour ses actions clairement illégales. Chuhachov (SBU), Kravchenko (SBU) et Malyuk (la branche politique du SBU) restent à leur poste. Yermak (chef de cabinet de Zelensky) est le principal organisateur du démantèlement de la NABU/SAP et de l'offensive contre la démocratie. Ruvin, le maître le plus odieux de la falsification des procédures pénales, est devenu conseiller du ministre de la justice de Zelensky.

Terminons ce court tour d'horizon en mettant en avant les étudiants et étudiantes du syndicat [Priama Diia](#) : depuis la relance de cette organisation syndicale, elles et ils sont un des exemples de la double tâche du mouvement social ukrainien indépendant : participer et soutenir la résistance armée et non armée à l'invasion russe et défendre les droits des travailleurs et travailleuses, des étudiantes et étudiants, de la population en Ukraine, face aux capitalistes, aux oligarques, au pouvoir en place, dans une perspective de transformation sociale radicale. Elles et ils le font dans une démarche internationaliste, qui les a conduits, par exemple, à rejoindre le [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#), à participer à la coalition [Universités en guerre](#), à soutenir et populariser des luttes étudiantes en Pologne, aux États-Unis ou en France.

Ces syndicalistes se sont pleinement investies dans les manifestations de juillet, les ont fait connaître à travers leurs réseaux de communication et y ont participé avec des

slogans, des pancartes, des banderoles dont les mots d'ordre s'inscrivaient dans le mouvement de masse en cours, tout en ouvrant vers des alternatives anticapitalistes autogestionnaires. En fait, quel meilleur résumé que cet extrait d'une des dernières communications de Priama Diia :

Bien que l'indépendance des organes anti-corruption ait été rétablie au niveau législatif et que les revendications des manifestations aient été officiellement satisfaites, des changements plus importants ont eu lieu, qui ne peuvent plus être facilement annulés : les manifestations de masse ont perdu leur statut de tabou, ce qui ouvre de nouvelles perspectives pour la poursuite de la lutte, notamment pour les revendications sociales des étudiant·es et des travailleur·euses. Ce n'est donc pas la fin, mais seulement le début d'une nouvelle réalité de la vie sociale¹.

1. « Révoltez-vous, aimez, combattez la corruption ! », 3 août 2025.



REMERCIEMENTS

Ce numéro spécial de *Soutien à l'Ukraine résistante* doit beaucoup à : Philippe Bouvard (Union syndicale Solidaires), Stefania Caristia, Nico Dix (*L'Anticapitaliste*) et surtout à nos ami·es d'Ukraine de l'Atelier féministe, Bilkis, Drapeau noir, Groupe de protection des droits humains de Kharkiv, Priama Diia, Sotsialnyi Rukh, Sphère, *Suspilne*, *The Kyiv Independent* et à tant d'autres qu'il est impossible de les nommer.





12414
НІ СВАВІЛЮ

НІ ЗАКОНУ
#12414

М НАУ
НАБ

Вороз в охоті
страшній
Вороз у Верховній Раді
ще зірший
НІ #12414

КИ ШЕ
ПОТРІБНО
МАЙДАНІВ?!

ЧЕРВОНИМИ МАКАМИ
ПОРостає ЗЕМЛЯ,
А ТИ СИДИШ В КАБІНЕТІ -
ЯК ТЕ КОРМОВЕ ПОРОСЯ.
КМІЯНІ НАБИТІ
РМІЩЕ В ПУШКУ
І ТЕБЕ ПОКИДАКА,
СХОПЛЯТЬ ЗА РУКУ

ВЕТО
12414

ГОЛОС ТУХ, ІТО
НА ФРОНТІ
ПРОТИ КОРУПЦІЇ
НІ ЗАКОНОПРОЄКТУ
#12414

САДЖАТИ
І ЧЕРВОНИЮТЬ
4555
ВІД #13531
ЗЧАРУВАННЯ

МІМ СТРАХ
ЩЕ
ЗАШИТІ ВУСТА

ВРУДАВАЙ
ПО НОВОМ
ЗА #13531

БУНТУМ, КОЖИ
КОРУПЦІЮ КАРМІ

КОЖИ, ПРАВА НЕ ВІДА

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous



le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne. Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore (Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris) et *Utopia Rossa* (Rome), les sites *À l'encontre* (Lausanne), *Trasversales* (Madrid) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : « Crosse en l'air ».